

HAITI OBSERVATEUR



Lè manke gid, pèp la gaye !

Fondé à New York,
cet hebdomadaire est édité
par la société
Haïti-Observateur Group, Inc.
www.haiti-observateur.ca
Haïti-Observateur
P.O. Box 356237
Briarwood, NY 11435-6235
Tél. (718) 812-2820
haiti_observateur@yahoo.com
New York: \$1,00
Partout ailleurs : 1,50 \$
Haïti: 20 gourdes
Tél. (718) 812-2820

VOL. L, No. 23 New York : Tel : (718) 812-2820; • Montréal (514) 321-6434; • Port-au-Prince: (011 509) 223-0785 • Paris (33-1)43-63-28-10 17- 24 juin 2020

FIN DU MANDAT DE JOVENEL MOÏSE : ÉVITER COÛTE QUE COÛTE DES POURSUITES JUDICIAIRES

Des élections législatives en octobre; des présidentielles anticipées aussi ? La machine PHTKiste tourne à plein rendement...

Par Léo Joseph

La mobilisation lancée par le Palais national invitant les citoyens à retirer la « *carte d'identité Dermalog* », dans le cadre du projet d'élection de Jovenel

Moïse, diversement dénoncée dans les milieux politiques, se confirme. Des sources dignes de foi, proches de la présidence, ont révélé l'intention de l'équipe au pouvoir d'organiser « *des élections* » avant la fin de l'année 2020. Il semble que ces dé-

marches s'intensifient, en dépit de la progression agressive de la pandémie du coronavirus, dans le pays, en raison d'un vent de panique qui souffle dans le camp de l'équipe au pouvoir. Car, comprenant le danger que charrie le débat ouvert sur la fin du mandat

du chef de l'État, Nèg Bannannan et ses collaborateurs estiment

nymes, ont révélé que le président et ses proches collaborateurs

LA GESTION DU PAYS ENCORE MISE EN CAUSE

Nouvelle ronde de pénurie de produits pétroliers

À la gestion calamiteuse des affaires économiques du pays par Jovenel Moïse et son équipe, revient s'ajouter la crise dans la distribution de produits pétroliers. En plein dans la crise sanitaire provoquée par la pandémie de la COVID-19, cette nouvelle ronde de pénurie de carburants va frapper durement le pays.

En effet, les pompes à essence sont à sec, dans la région métropolitaine de Port-au-Prince. Et, selon des informations provenant des provinces, c'est la même situation dans les neuf autres départements. Les lignes de véhicules, de taxis et de taxis moto se forment aux abords des pompes à essence. Cette affluence aux ins-

tallations vendeuses de carburants est provoquée par l'annonce qu'avaient faite les autorités déclarant que des tankers transportant plus de 300 000 barils d'essence de grades divers allaient débarquer le week-end dernier.

Cette affirmation, qui ne semblait correspondre à la réalité, a mobilisé la grande foule d'autos, de camions et de motociclettes, en sus des centaines d'individus porteurs de gallons jaunes qui attendent désespérément que la livraison promise par des représentants de l'administration Moïse-Jouthé soit effectuée. Mais rien n'autorise à croire que les attentes des automobilistes et

d'autres consommateurs seront comblées, vu que les bateaux dont l'arrivée était annoncée ne sont toujours pas arrivés dans les eaux haïtiennes. En clair, le débarquement de produits pétroliers aux centres d'entreposage se fait toujours attendre.

Changement de monture en pleine pandémie de coronavirus

Il existe un proverbe qui avise de « *ne pas changer de monture au milieu de la rivière* ». Il semble que, comme toujours, les dirigeants du pays prennent des décisions au moment inopportun. Un

Suite en page 13

EN HAÏTI, SURPOPULATION AU PÉNITENCIER NATIONAL

Les prisonniers confinés à une existence infrahumaine

Par Léo Joseph

Depuis déjà quelque temps, les organisations de défense des droits humains ne cessent de crier haut et fort leurs préoccupations par rapport à la situation dans laquelle vivent les prisonniers dans les centres carcéraux du

pays. Mais c'est l'existence infrahumaine dans laquelle sont confinés des milliers de jeunes gens qui révolte ce secteur. Plusieurs avocats du Barreau de Port-au-Prince dénoncent également cette situation se déclarant scandalisés par l'indifférence totale affichée par les autorités par rapport à une situation qui évoque une catas-

trophe humanitaire pouvant être évitée à peu de frais.

Des photos des prisonniers prises au Pénitencier national, à Port-au-Prince, le plus grand centre carcéral du pays, ou ailleurs, racontent toute l'histoire relative au traitement inhumain dont ils sont l'objet. Il y a de quoi révolter

Suite en page 2



Jovenel Moïse, stratégies pour exquiver la prison et éviter de verser des millions en honoraires aux avocats.



Martine Moïse, un prochain sénateur du Nord-Ouest, en quête d'immunité ?

nécessaire de prendre des mesures urgentes « *dans l'immédiat* ».

En effet, des proches de M. Moïse, qui souhaitent rester ano-

travaillent d'arrache-pied pour mettre à point la machine électorale dont les activités doivent débiter des semaines avant les élec-

Suite en page 5

HAPPENINGS!

At George Floyd's funeral in Houston: "We can do better," says a White Baptist Minister; Rev. Al Sharpton warns against "rulers of darkness"



Former Vice-President Joe Biden speaking at George Floyd's funeral.



Rev. Al Sharpton eulogizing George Floyd.

The funeral of George Floyd at the "Fountain of Praise" church in Houston last week was more a celebration than a sad occasion. The testimonies and the messages delivered, including the final

eulogy by Rev. Al Sharpton, were challenging words, as individuals all over the world were praised for their engagement in the fight for human equality and urged to

Continued on page 7

EN HAÏTI, SURPOPULATION AU PÉNITENCIER NATIONAL Les prisonniers confinés à une existence infrahumaine

Suite de la page 1

tout un chacun. Mais d'aucuns se disent scandalisés, voire même indignés que, face à ces scènes horribles, les autorités du pays n'aient pris des décisions immédiates, en vue d'apporter un changement radical dans le traitement que subissent les prisonniers, dont la majorité n'a aucune raison d'être incarcérée, surtout que le plus grand nombre de ces infortunés sont l'objet d'un garde à vue qui a duré jusqu'à dix ans, pour certains.

Les statistiques relatives au mode de vie des prisonniers ne diffèrent pas d'une prison à l'autre. Mais la situation des détenus est pire au Pénitencier nationale, désigné encore sous le nom Prison civile de Port-au-Prince. Construite pour héberger pas plus que 600 personnes, le Pénitencier national de Port-au-Prince compte présentement plus de 3 500 prisonniers. Les défenseurs de droits humains ont dénoncé le fait qu'à ce même centre carcéral les détenus sont victimes de garde à vue prolongé. 70 % de ces derniers n'ont pas comparu devant leurs juges naturels après des années d'incarcération. Il y en a même qui restent emprison-

nés jusqu'à dix ans.

Les Nations Unies ont fait savoir que la détention préventive prolongée constitue la principale cause de la surpopulation de la communauté carcérale. Selon l'Administration des centres correctionnels, citée par l'ONU, 74 % des hommes emprisonnés n'ont pas été jugés. Tandis que 82 % des femmes et 95 % des jeunes filles subissent ce traitement.

Par exemple, une visite à la prison de Jérémie par Bintou Keita, secrétaire générale adjointe des Nations Unies pour les opérations du maintien de la paix, lui a permis de constater que sur les 304 prisonniers hébergés à cette institution, seulement 51, soit 20 %, ont été jugés. Mme Keita a déclaré avoir été « *chocquée* » de voir dans quelles conditions étaient détenus les prisonniers, mais aussi celle dans laquelle fonctionnait le personnel.

Les critiques des mauvais traitements infligés aux détenus, dans les prisons haïtiennes, ont attiré l'attention sur le problème de la sous-alimentation, faisant état de la famine qui bat son plein dans les centres carcéraux à travers le pays. Les défenseurs des

droits humains décrivent l'état famélique des prisonniers comme étant la principale cause

explicative de leurs corps émaciés.

Le problème de la sous-ali-

mentation est plutôt systémique, car au Pénitencier national, des

Suite en page 3

SPONSORISEZ

Un plan Safi-1 (\$100us)

pour un Citoyen en Haïti et transformez-le en Entrepreneur Autonome pour la Vie



La goutte d'eau qui donne la vie!

SPONSORISER l'alimentation en eau potable pour une famille pendant 1 an (Haïti)

\$50.00

<http://safihaiti2.com>
 email: safihaiti@gmail.com

+ (509) 2316-5353
 + (509) 3717-3435

NOTRE MISSION:
RENDRE L'EAU POTABLE
POUR TOUS

SC162 Algicide / Bactericide

EPA Reg. Number:
61943-1

NSF/MSPP
Approved

ACTIVE INGREDIENT:
Cooper ++.....15%
Zinc ++.....10%
Other Ingredients...75%
Total.....100%

© SAFI PRODUCTS
MADE IN USA

PATRIOTIME

DU NOUVEAU

HORLOGES

LE PRESTIGE HAITIEN DANS LA MARQUE DU TEMPS

DU NOUVEAU

MONTRES

\$35.00

(13 INCHES)

Visitez notre website: www.patriotime.com

\$25.00

(10 INCHES)



PLACEZ UNE BATERIE AA CHAQUE 2 ANS.

UN PAYS NE MEURT PAS.

Un travail de classe, prestigieux, au niveau international pour embellir l'image de notre pays.

Un héritage sacré à laisser à vos générations futures.

Une réalisation fière, excellente et bien pensée avec nos couleurs nationales pour tous les foyers et bureaux haïtiens.



D'AUTRES COULEURS SONT DISPONIBLES

PASSEZ NOUS VOIR
OU ENVOYEZ VOTRE CHEQUE
OU MONEY ORDER A:

PATRIOTIME

190-21B JAMAICA AVENUE
HOLLIS, NY 11423

(718) 400-TIME
(718) 400-8463



FREE SHIPPING
BETWEEN USA!!!

NOUS VENDONS EN GROS ET EN DETAIL



MONTRES
A HOMMES \$45.00
A FEMMES \$40.00

TELEPHONE PORTABLE
(516) 859-4106

EN HAÏTI, SURPOPULATION AU PÉNITENCIER NATIONAL

Les prisonniers confinés à une existence infrahumaine

Suite de la page 2

centaines de prisonniers amaigris faute de nourriture témoigne de l' inanition qui affecte la population carcérale. Voilà pourquoi des cris d'alarme ont été lancés à l'adresse des autorités concernant



Les prisonniers au moment du repas, au Pénitencier national.

cette réalité. En effet, des cas de prisonniers ayant succombé faute de nourriture ont été signalés au Pénitencier national, aussi bien qu'aux prisons de Jacmel et de

Jérémie. Mais l'état haïtien tarde encore à rectifier le tir.

Les maladies dans les prisons : Témoignage de la représentante de l'ONU

La promiscuité ambiante, dans

les prisons haïtiennes, expose les détenus à toutes sortes de maladie, particulièrement celles transmises par contagion. Selon la représentante des Nations Unies, le

SIDA a fait beaucoup de victimes au sein de la population carcérale. Les informations relatives à cette maladie ont indiqué qu'entre 2016 et 2017, plus de 19 533 personnes ont été testées à ce syndrome, ce qui a déterminé les autorités à soumettre 1 156 d'entre eux au protocole de traitement par l'ARV. Dans leurs commentaires de la situation, l'ONU impute ces contaminations à l'absence d'un régime de prévention et la présence d'une population particulièrement vulnérable.

Sans conteste, la promiscuité dans les centres de détention, particulièrement à la Prison civile de Port-au-Prince, favorise la contamination aux maladies infectieuses. Surtout que les dirigeants haïtiens ne respectent pas les normes internationales en la matière.

En effet, selon les statistiques offertes par l'ONU le standard international requiert que chaque prisonnier occupe un espace de 4,2 mètres carrés. En Haïti, par contre, les détenus sont chanceux d'évoluer dans une cellule mesurant 0,5 mètres carrés. À la lumière des normes internationales, par rapport au système carcéral, l'ONU argue que le manque d'espace attribué aux détenus constitue une importante violation des droits humains. Ce qui engendre, dit encore l'organisme mondial, de mauvaises conditions de vie, en sus des problèmes de santé, de maladies et de malnutrition.

Plusieurs avocats dont les clients se trouvent emprisonnés dénoncent ce qu'ils qualifient de négligence de la part des autorités, voire l'insouciance de certains juges, dont les décisions de mise en dépôt de personnes ayant commis une offense, les oublient comme leurs premières casques. Cette situation s'étale dans toute sa gravité si la personne en détention ou ses parents manquent de moyens ou méconnaissent leurs droits pour entreprendre des démarches en vue d'assurer le suivi de leurs dossiers.

Jovenel Moïse accusé d'utiliser la prison contre des militants

Dans les milieux proches de l'opposition, on affirme que l'explosion de la population, au Pénitencier national, s'est produite en 2019, à la faveur des manifestations en cascade qui battaient leur plein dans le pays tout entier. Pour avoir raison de cette campagne anti-Moïse, ce dernier avait lâché ses gorilles au sein de la Police nationale contre les militants, dont des dizaines ont été abattus sans considération,

donnant l'impression qu'ils ces policiers avaient reçu leur entraînement des mêmes instructeurs qui assuraient la formation des

pour qu'ils laissent pourrir en prison les personnes détenues dans de pareilles conditions.

À entendre le raisonnement



Cette manière d'aligner les prisonniers les rend super-vulnérables à la contamination au coronavirus.

policiers américains.

Des dizaines de militants avaient été arrêtés par des policiers déployés pour mater l'opposition. On apprend que nombre de ceux qui avaient été arrêtés lors de ces événements

de certains militants de l'opposition, Nèg Bannann nan avait décidé de sévir ainsi contre les protestataires en se servant des mauvaises conditions dans les prisons, plus particulièrement au Pénitencier national, comme



Une vue des prisonniers au Pénitencier national.



Une vue de la porte d'entrée à la prison de Jérémie.

croupiraient toujours en prison. S'ingérant dans la gestion de la justice, comme d'habitude, Jovenel Moïse, dit-on encore dans les milieux oppositionnels, influence les juges chargés de ces dossiers, moyennant on sait quoi,

épouvantail, pour décourager la participation des manifestants au mouvement mené par le secteur démocratique et populaire allié à d'autres secteurs menant campagne contre la présidence PHTKiste de Jovenel Moïse.

Frantz

Photo & Video Studio

PHONE: 718.953.4990 / 917.513.2118
843 FRANKLIN AVE. (BET. UNION & PRINCE)
FRANTZSTUDIO.COM

Weddings, Engagements, Bridal Showers, Baby Showers, Birthday Parties, Graduations, Communion, Headshots, Enlargements (without negatives), Photo Restoration, Invitations, Passport photos & much, MUCH MORE!

MIRLÈNE CLEANING SERVICE, INC.

We specialize in House Cleaning.

No job is too big.

Call (347) 666-1965

Mirlène Cornet, Owner

Email: mirlenecornet@gmail.com

DÉVELOPPEMENT PERSONNEL

Parler aux enfants du racisme et de la violence

Par Rosie Bourget

Alors que la nation pleure la mort de George Floyd, de Breonna



Rosie Bourget

Taylor et d'autres Noirs américains, des images d'agitation remplissent nos écrans. Les discussions sur le racisme et la violence préoccupent l'esprit de tout le monde. Les enfants écoutent et peuvent être effrayés, en colère ou confus à propos de ce qui se passe, tandis que les parents, dont beaucoup ont du mal à gérer leurs propres émotions, se demandent comment aider. Il est difficile de parler du racisme et de la violence aux enfants. Par

contre, il est aussi nécessaire d'aborder le sujet pendant que la flamme est vivante et à mesure que les enfants grandissent. Aujourd'hui, nous vous prodiguons non seulement des conseils pour aider votre enfant à gérer ses sentiments, mais nous donnons ainsi des idées pour aider les parents à se pencher sur des questions difficiles sans s'écarter du sujet.

Les enfants, même les plus jeunes, sont extrêmement perspicaces, et ils peuvent avoir des soucis ou des préoccupations qu'ils ne savent pas exprimer. Cela sera différent pour chaque enfant. Ils peuvent avoir peur des émeutes, être blessés par la police ou craindre que quelque chose de mal peut arriver à leurs proches. Évitez de faire des hypothèses. De préférence, posez des questions générales qui donnent aux enfants un espace pour parler de ce qu'ils ressentent : Comment avez-vous ressenti ce que nous avons vu à la télé ? À quoi cela vous a-t-il fait penser ?

Pour les jeunes enfants, dessiner, peindre ou jouer des histoires avec des jouets peuvent être des outils utiles pour exprimer des pensées et des sentiments qui ne

sont pas faciles à mettre en mots. Faites de votre mieux pour rencontrer votre enfant là où il se trouve et reconnaissez ses sentiments, ses peurs ou ses inquiétudes. Utilisez un langage clair et précis. Ne dites pas : Les gens sont contrariés parce que certains groupes les traitent injustement. Dites-leur de préférence : Il s'agit de la façon injuste dont les Blancs traitent les Noirs.

Aidez les enfants à comprendre en leur parlant d'une manière adaptée au développement. Insistez auprès de votre enfant sur le fait qu'être Noir ne vous rend pas mauvais. Parlez-leur de l'histoire des Noirs. Les enfants doivent savoir que le racisme fait partie d'une histoire qui remonte à des centaines d'années. Ils peuvent vous poser beaucoup de questions sur le racisme et la violence. Ils pourraient vouloir savoir comment le racisme les affecte ou pourquoi les Blancs traitent les Noirs de manière injuste. Soyez honnête et ne vous inquiétez pas si vous ne pouvez pas y répondre.

Gardez la conversation ouverte. Comme tout sujet important, le racisme et la violence ne sont pas des sujets que vous ne pouvez aborder qu'une seule fois. Pour les enfants de tous âges et de toutes races, c'est quelque chose qui va continuer à arriver, alors assurez-vous de faire savoir à vos enfants que vous êtes là pour eux chaque fois qu'ils ont besoin d'exprimer leurs sentiments.

Permettez que je vous rappelle, qu'en tant que parent, il est important de continuer à être proactif par rapport à la façon dont vos enfants s'adressent à vous lorsqu'il s'agit de sujets brûlants.

HYPERLINK "mailto:r_bourget@yahoo.com" r_bourget@yahoo.com
Maitrise en travail social



St. Joseph's Church in Carcasse, Haiti was completely destroyed by Hurricane Matthew in 2016

Please Help Rebuild

NEW CHURCH RENDERING

ST. JOSEPH'S CATHOLIC CHURCH CARCASSE, HAITI

Online Donations can be made at:
www.gofundme.com/carcasse-haiti-church-rebuild-fund

Checks payable to:
St. Mary's Church— PO Box 67 Barnesville, MD 20838

Write "Haiti" on the memo line

HAITI-OBSERVATEUR EN LIGNE

En attendant la construction du nouveau site, l'édition hebdomadaire peut être téléchargée : haiti-observateur.ca

Ensuite cliquez sur ARCHIVES, puis choisissez l'édition courante ou celle désirée.



BUSINESS OPPORTUNITY IN HAITI

2 HOTELS FOR SALE
By Owner
In the commune of Kenscoff/Furcy
Contact:
<info@thelodgeinhaiti.com>
509-3458-5968 or 509-3458-105

DE BROSSÉ & STUDLEY, LLP

Richard A. De Brosse
Attorney at Law

ACCIDENTS * REAL ESTATE
MALPRACTICE

182-38 Hillside Avenue (Suite 103)
Jamaica Estate, N.Y. 11432

Tel.: 718-658-3000. Fax 658-658-3187

rdebrosse@QueensLegalPlaza.com

DR. KESLER DALMACY

Board Certified
& Award
Winning
Doctor



Cabinet Medical
Lundi – Samedi: 11 AM – 7 PM

Examen Physique sur écoliers
Traitements pour douleurs,
Fièvre
Immigration
Planning familial
Infection

Tumeur
Hernie
Circoncision
Tests de sang et de
grossesse
Grippe

◊ MÉDECINE CHIRURGIE ◊

Prix Abordable

TEL. 718.434.5345 FAX 718.434.5565

FIN DU MANDAT DE JOVENEL MOÏSE : ÉVITER COÛTE QUE COÛTE DES POURSUITES JUDICIAIRES

Des élections législatives en octobre; des présidentielles anticipées aussi ?

La machine PHTKiste tourne à plein rendement...

Suite de la page 1

tions prévues pour le mois d'octobre. Bien qu'aucune date exacte

voir, au cours des quatre dernières années. Dans cet ordre d'idées, le dossier des génocides commis, surtout dans les quar-

peuple haïtien, grâce à la collaboration de dirigeants vénaux. Mais aussi avec l'assentiment d'autorités électorales stipendiées, sinon ordonnées de décider dans un sens donné par des décideurs en haut lieu. Cette pratique, rarement utilisée sous les Duvalier (en vue d'introduire des duvaliéristes farouches, qui sont des personnes incultes, à la Chambre des députés, tel un Sainjouis Pascal) a été plus avantageusement mise à profit avec l'avènement de Jean-Bertrand Aristide, puis avec René Préval. Mais c'est avec l'arrivée de Michel Martelly au pouvoir que les parlementaires dits « pharmaciens » (ou dealers de drogues) ont envahi le Parlement. Mais à la faveur de l'accession de Jovenel Moïse au pouvoir, les personnes de cet acabit se sont installées en force dans les deux Chambres. Regroupés au sein des majorités parlementaires, ces gens connus pour leurs activités illicites, se sont engagés à contribuer largement au pilotage des projets et décisions du président Jovenel Moïse, mais surtout ceux-là même qui sont jugés illégaux ou néfastes aux intérêts du pays.

Tous ces parlementaires décriés et dont les activités illicites sont dénoncées à la crie publique n'ont pas eu à s'inquiéter d'une quelconque action judiciaire, car protégés par l'immunité parlementaire dont ils sont constitutionnellement dotés. Voilà pourquoi la fonction de sénateur et de député est si convoitée par ceux dont les affairéments les mettent naturellement en porte à faux par rapport à la justice. À l'approche des prochaines élections pour renouveler les personnels dirigeants du pays (présidence, Parlement, municipalité, CA-SECs et ASECs), que Jovenel Moïse tient coûte que coûte à organiser lui-même, une nouvelle cuvée de fonctionnaires en quête d'immunité s'est mise en branle. Le maintien du président PHTKiste s'avère incontournable pour mener avec succès une telle entreprise. Donc en ligne tous ceux qui se trouvent dans cette catégorie !

Martine Moïse, la première dame, définitivement passible d'une poursuite judiciaire, en temps et lieu, pour son rôle présumé dans des opérations de surfacturation et de détournements de fonds public, mais surtout à cause du rôle qu'elle a joué dans le contrat Dermalog, avec la

compagnie allemande, Pour elle comme pour son mari et la foule des PHTKistes qui ont participé aux innombrables crimes perpétrés durant les dix dernières années, la date fatidique du 7 février 2021, qui marque la fin du mandat constitutionnel de Jovenel Moïse, doit être repoussé, quelles

à manipuler le scrutin, de manière à assurer la victoire de ce postulant, il y aura certainement renvoi à une date lointaine dans le futur de toute une série d'événements qu'attend impatiemment le peuple haïtien. En effet, dans de telles conditions, il y a fort à parier que les procès liés à la dila-



Jimmy Chérizier avant d'être éjecté de la Police nationale..

te n'ait encore été fixée, ces informateurs ont précisé que les préparatifs sont en cours « pour que les élections législatives aient lieu au mois d'octobre de cette année ». Car, depuis que se sont multipliées les interventions relatives à la date de la fin du mandat de Jovenel Moïse, ce dernier et son équipe ont lancé des initiatives tous azimuts en vue d'assurer une « sortie ordonnée et sécurisée » de ce dernier du Palais national.

D'après ce qui se répète, dans les couloirs du Palais, Jovenel Moïse visait l'organisation des élections se basant sur la fin de son mandat à la date du 7 février 2022. Le lancement d'une campagne de fait sur la date de la fin de son mandat et l'engouement qu'elle suscite, dans les milieux intellectuels et politiques nationaux, l'ont porté à se précipiter dans une stratégie susceptible d'aboutir à une issue heureuse pour sa présidence. C'est-à-dire parvenir à éviter le mauvais sort qui l'attend naturellement, tout au moins des poursuites judiciaires en cascade.

Ces préoccupations concernent non seulement la première famille, dont les dérives dans la gestion des affaires du pays ne se comptent plus, mais aussi les alliés de Jovenel Moïse, dont le rôle dans les malversations, la corruption ainsi que dans d'autres crimes financiers et politiques perpétrés par les tenants du pou-

tiers populaires, où ont été massacrés des dizaines de personnes, y compris des femmes et des enfants à bas âge, par des proches du Palais national. De tels forfaits ont été dénoncés par les Nations Unies, qui les ont assimilés à des crimes contre l'humanité. Les dossiers de ces crimes, qui ont été bâtis, étant disponibles en permanence, signifie qu'au moment opportun seront déclenchées des poursuites contre les auteurs de ces actes, ainsi que leurs commanditaires. Il est donc aisé de comprendre pourquoi les thuriféraires de Jovenel Moïse s'acharnent tellement à défendre la tenue de son mandat présidentiel jusqu'au 7 février 2022, en lieu et place de la date constitutionnelle du 7 février 2021.

Martine Moïse, candidate au Sénat ?

Dans la meilleure tradition du PHTK, dominé par des « bandits légaux », des personnes dont les activités font d'elles des ennemis potentiels de la justice, assurer l'impunité à ces malfrats à cravate ou proches du pouvoir reste la principale préoccupation. C'est dans cette logique que le Parlement haïtien des deux dernières décennies avait dans son sein des trafiquants de drogue notoires ou des gens mal famés dont la campagne électorale a bénéficié du financement d'hommes d'affaires malhonnêtes se donnant pour objectif d'escroquer le



Jimmy Chérizier, dit Barbecue, déjà marqué pour faire face à la justice, en temps et lieu.

que soient les conditions.

Voilà pourquoi, dans la logique du Palais national, il faut porter la première dame à la victoire, en tant que sénateur de la République, à l'occasion des élections que Jovenel Moïse compte organiser au mois d'octobre. Cette information, qui été relayée par deux personnalités proches de la présidence, font croire que les tournants et aboutissants des décisions relatives à ces joutes, bien qu'arrêtés, font encore l'objet de vives discussions. Car tous les PHTKistes, dont les intérêts font d'eux des parties prenantes de cette initiative, tiennent à y placer leurs mots. Particulièrement ceux qui se savent concernés par les demandes de comptes, qui suscitent de sérieuses discussions au sein de la classe politique. Mais encore, et surtout, les noms des personnalités se trouvant dans l'avant-scène des activités et décisions du pouvoir.

Tout compte fait, si Jovenel Moïse, à l'instar de Michel Martelly, réussit à nommer son candidat pour lui succéder à la présidence, en sus d'installer une machine électorale, qui soit prête

pidation du fonds PetroCaribe, de l'affaire Dermalog, les différentes opérations de surfacturation, les malversations et vol de fonds publics commis au Parlement ainsi que d'autres dossiers criminels déjà construits, seront renvoyés aux calendes grecques.

À ce tournant de l'histoire d'Haïti, Jovenel Moïse et ses alliés politiques du PHTK ont recours à tous les moyens pour esquiver leurs responsabilités dans les crimes qu'ils ont commis au pouvoir. En tout cas, nonobstant les stratégies mises en place par le président haïtien et son équipe, le peuple haïtien a le dernier mot.



AVIS MATRIMONIAL

La soussignée, Trina Carmel WAGNAC, épouse de Jean Réginald LEGROS, déclare qu'à partir de cette date, 5 novembre 2019, je ne suis plus responsable des actes et actions de mon époux, Jean Réginald LEGROS, en attendant qu'une action en divorce soit intentée contre lui, suite à de graves menaces proférées à mon encontre.

Fait à Miami, Floride, E.U.A., ce 5 novembre 2019.

Kreyòl

GRENN PWONMENNEN

Nan 2 pandemi k ap ravaje lemond antye, youn ki la depi lontan pran devan

Finalman, rasism parèt kòm youn epidemi, menm jan ak koronavirus (*coronavirus*), ke yo rele ofisyèlman COVID-19. Men tou lè 2 pran grad, jiskaske yo pa rele yo epidemi ankò, se pandemi. Konsa, alapapòt m oblije bay espikasyon, pou mounn ki pa konnen, pou m montre ki diferans ki genyen ant epidemi avèk pandemi.

Youn epidemi se lè youn maladi parèt nan youn peyi, osnon nan tout youn zòn epi l kòmans gaye ap enfekte anpil mounn. Pa egzamp, nan mwa fevriye 2003, te

612 (3 733 612) ki geri. Jan nou wè l la a se prèske mwaye mounn ki te enfekte ki geri. Kidonk, gen lespwa lè maladi a frape. Ak bon jan medikaman, epi si w pa twò aje, ou gen chans geri si w pran nan COVID-19 la.

Men lèt pandemi ki vin pran devan *coronavirus* la paske se de li y ap pale toupatou nan lemond se youn k ap fè ravaj depi diktantan. Men de youn fason ou youn lòt, yo toujou bat pou kase fèy kouvri sa, sitou Ozetazini. Enben, « **Revolisyon Jòj Flòyd la** » kòmans chanje tout bagay. Kòm



Nan Nouvèl Orlean, y ap demontlé estati jeneral Konfederet Lee.

gen youn epidemi lè youn maladi yo te rele SARS, (ann angle se *Severe Acute Respiratory Syndrome*) te debake nan peyi Lachin anvan l te gaye kò l nan 29 lòt peyi, kote li te fè kont dega, nan koupe souf mounn, tankou *coronavirus* la. Men se te anviwon 8 mil mounn, (egzatan 8 096) ki te enfekte, selon chif Òganizasyon mondyal lasante (OMS, an franse) te bay. Epi se sèlman 774 mounn ki te mouri. Sa se te youn epidemi.

Men *coronavirus* se youn pandemi, paske li blayi toupatou, apre l te parèt, nan peyi Lachin ankò, menm 2 ou 3 mwa anvan otorite chinwa yo te vin anonse prezans maladi a jouk nan mitan mwa desanm ane pase a. Vwala ke nan mwens de 3 mwa, sètadi rive nan mwa mas ane sa a, li te gentan travèse nan peyi ki pre Lachin yo, nan kontinan Azi a, anvan l travèse ann Ewòp epi l blayi sou tout kontinan sou latè, enstale l nan 213 peyi ak tètwa ki sou kontwòl lòt peyi, tankou *Porto Rico* ak *Guam*.

Kanta pou mounn ki enfekte, chif la ap deja nan 8 milyon pandan w ap li atik la, paske nan dimanch, 14 jen, *Woldmeters Information*, te bay chif sa a : 7 982 215. Epi l gentan touye 4 san 35 mil 166 mounn (435 166). Selon chif OMS, gen 3 milyon 733 mil

nou konnen, revolisyon sa a kòmase apati de 25 me, sèlman 3 semèn de sa, apre youn polisye blan ki rele *Derek Chauvin* te touye *George Floyd* gwo jounen, devan je tout mounn. Pa gen manti nan sa, paske video a byen klè. Polisye a ap peze malere a ak jenou l, byen ke l pa reprezante



Yo badijonnen estati Kristof Kolon avec penti nan Miami..

okenn menas, paske li deja byen menote. Okontrè, men l nan pòch li, l ap gade kòm si *de rien n'était*, jan yo di an franse. Antretan, *George* ap plede di « **I can't breathe** », (**Mwen pa ka respire**). Nou ta di li t ap toufe. Diran prèske 9 minit (8 minit, 46 segonn egzaktman) l ap jemi epi l lage

youn dènnye pawòl, ki rache kè mounn ki tande l : « **O manman, kote w ye, sove m !** » Youn gwo Nèg 46 zan, ki anfas lanmò, ap rele defen manman l ki anba tè depi dikdantan ! Epi 3 lòt polisye kanpe ap konstata sa k ap pase a, kòm si *de rien n'était*.

Epi se konsa youn revolisyon vin eklate, pa sèlman Ozetazini, men toupatou nan lemond, ki eklipse *coronavirus*, jan nou te deja di l depi lè bagay la te pase a, e k ap kontinye chak jou pandan nou deja rantr nan twazyèm semèn. Se pa bagay pèsoun ta janm kwè, ke sitwayen ameriken, tout koulè, ak sitwayen lòt peyi, ta kontinye ap manifeste, ap mande pou sa chanje, paske « **Black Lives Matter** », (**Lavi mounn nwa enpòtan**). Epi tou, « **No Justice, No Peace** ». (**Si pa gen jistis p ap gen lapè**).

Se doktè *Remus E. Wright*, pastè anchaj gwo legliz *Fountain of Praise* (Sous Lwanj a Letènèl) kote yo te chante lantèman *George Floyd* madi pase, 9 jen an, ki fè konprann enpòtans « *revolisyon* » ki anvayi lemond antye. Li te konpare sa k ap pase toupatou ak youn lòt sityasyon ki gen plis pase 2 mil lane (2 000) depi sa te rive. « *Youn mesye ki te sot byen ba nan sosyete a, ki pa t menm gen kay, ki te fèt nan youn pak bèt [paske pa t gen plas pou li nan okenn ti lotèl], youn mesye yo te egzèkite – legalman !* » Li pran youn ti pòz, anvan l di, « *Men kounnye a, se Blan, mounn po jòn nan peyi Lazi yo ak Nwa, nan tout sosyete k ap lonmen non l, k ap ba l tout lwanj !* »

Asireman, nou konn de kilès l ap pale a. Men l kontinye, li poze youn kesyon alega sa k pase Nwa sa a ki nan sèkèy la kounnye a, *George Floyd*: « *Èske gen anyen de bon ki ka soti nan sa yo fè Nèg sa a ?* » Li pran youn ti pòz ankò, epi li reponn pwòp kesyon l nan. « **Apati de nonm sa a ki te mouri**

sekirite, ki te konn chante rap, vin sekwe lemond antye. San gad dèyè, Blan opouvwa nan peyi isit, lage tout Nwa anba pandemi diskriminasyon rasyal. Konprann byen, gen prè de 48 milyon Nwa

lavi mounn nwa pou anyen. *Philonise Floyd* di : « *Imagine nou, frè m mouri sèlman pou youn fo biye 20 dola. Èske se sa lavi youn Nwa vo ? Sa se twòp atò !* »



Yo koupe tèt estati Kristof Kolon nan Boston.

Ozetazini, chif egzat la, selon Resansman U.S., lane 2018, te gen egzaktman 47 milyon 841 mil 851 Nwa nan peyi a, ki reprezante 14,6 % popilasyon Etazini ki nan 327 milyon epik. Tout chif sa yo se pou lane 2018, jan nou di a. Kivedi tout deja ogmante, men nou gen youn lide sa majorite Blan ap fè Nwa, sitou jan Lapolis trete mounn nwa. Enben, majorite

Se kounnye a pawòl la vrèman ap pran lari. Se sèlman akòz youn fo biye 20 dola *George Floyd* te itilize pou l te fè youn acha ke polisye yo wonfle l jan yo wonfle l la, epi ansasen *Derek Chauvin* an flank jenou l sou kou l touye l frèt devan tout mounn.. Ale wè, youn fo dola ke yo te remèt li youn kote li t al fè acha.

Sèl sa m ka di, pandan l mouri



Manifestan ranvèse atè estati youn jeneral Konfederet apre yo fin badijonnen l ak penti rouj.

nan 47 milyon Nwa sa yo di, « **Abraam di sètase !** » Sa k pi bèl la sè ke anpil Blan, Ispanik, Azyatik, anfen, sitwayen tout nasyonalite ki vin Ameriken pa nasyonalizasyon osnon ki fèt isit kanpe ansanm ak Nwa Ameriken pou di « **Fòk sa chanje !** » Yo nan tout lari, nan tout vil, ap rele anmwèeee : « **Black Lives Matter** », « **No Justice No Peace** ».

Pawòl la rezonnen anpil kote

***Kesyon an rive devan Komite Chann depite a, nan Washington.** Mèkredi pase, 10 jen an a, sèlman youn jou apre lantèman frè l nan *Houston*, Texas, *Philonise Floyd*, ki se tifrè *George Floyd*, te nan *Washington*, devan Komite Jistis Chann depite a, ki sou kontwòl Pati demokrat la. Li te vin plede pou youn bagay fèt « *anmemwa gran frè m* », li te di. Komite a t ap debat sou refòm ki pou fèt pou kontwòl Lapolis nan tout Etazini. Te gen 12 mounn ki te bay temwayaj yo pou montre kijan polisye nan peyi isit pa pran

a, *George Floyd* gen plis enfluyans pase lè l te vivan. Sè twouve ke ni depite repibliken ni depite demokrat dakò pou youn bagay fèt osi vit ke posib, men yo panko dakò kisa ki pral nan lwa a. Sa se deja youn gwo pa, paske nou ka di gen sipò « *bi-patizan* » pou youn lwa pase. Ale wè kisa Sena a, ki sou kontwòl repibliken pral deside. Si yo soti pou koule lwa sa a, nan moman sa a kote majorite nan tout peyi a kanpe pou refòm, Sena repibliken an pral andaje pèdi majorite li genyen an nan eleksyon 3 novanm yo.

***Gen kote desizyon gentan pran pou met fren sou aksyon Lapolis.** Nan dat 6 jen, gouvènè eta *New York* la, *Andrew Cuomo*, di l ap travay sou youn lwa ansanm ak Palman an nan *Albany*, kapital eta *New York* la, ke l rele ann angle « **Say their names !** » (**Site non yo**). Fòk non polisye k ap fè arestasyon yo

HAPPENINGS!

Continued from page 1

keep fighting for better days.

Rev. Dr. Remus Wright, senior pastor of the church with a mammoth sanctuary, was comforted by the presence of several ministers, representing various denominations in Houston, some of whom delivered powerful messages in a few words. Such was a White Baptist minister at the event, Dr. Steve Wells, of the South Main Baptist Church who, addressing his White brothers and sisters,



In Houston, Texas, people massing outside the church where George Floyd funeral was being held.

said: "We are better than we used to be. But not as good as we should be." Admonishing, he said, "You can't love God if you don't love your brother," and urged them to "answer the call and get to work. Ask yourself what can I do to help bring justice."

Pastor Wells made a prediction about the city where he's serving God's people. "Houston," he said, "is the most diverse city in America. Houston is the experiment for better race relations." Indeed, according to Wikipedia, "By 2010, Houston had significant numbers of Hispanic and Latino Americans, African Americans, Chinese Americans, and Indian Americans, as well as the second largest Vietnamese-American population of any U.S. city."

In terms of percentages, here's what the 2000 U.S census reported: "49.3% White (including Hispanic or Latino), 25.3% Black or African American, 0.18% Pacific Islander, 16.5% from other races, and 3.2% from two or more races." That still leaves 5.52% unaccounted for in reaching 100%. But an additional comment about this breakdown indicates that this extra percentage would be Latinos, because it is stated that "37% of the population was Hispanic or Latino of any race," whereas they are also lumped together with the 49.3% of Whites. In other words, the Anglo-Saxon population of Houston is already a minority, something that White supremacists are fighting not to happen elsewhere in America.

Though not saying so, Rev. Wells underscores that a more diverse population, with Whites in the minority, would be wholesome for America. The elected Black mayor of Houston, Sylvester Turner, who was at the funeral, may be an indication that the perceptive minister may also be prophetic when he says that Houston will lead the nation in amity among God's children of various hues and shades.

For those who wonder about "Where was God in this," when Derek Chauvin was enjoying kill-

10: "Finally, my brethren, be strong in the Lord and in the power of His might. Put on the whole armor of God that you may be able to stand against the wiles of the devil. For we do not wrestle against flesh and blood, but against principalities, against powers, against the rulers of the darkness of this age . . ."

Before starting the sermon, Rev. Sharpton presented condolences and words of comfort to the family of George Floyd. He also acknowledged the support of those in the entertainment industry, such as Jamy Foxx and others, who came to the support of the family. More important yet, was his drawing attention to the presence of the mothers who had experienced their children being gunned down by the police, including the mothers of Trayvon Benjamin Martin (17 years old), Eric Garner (43 years), Arnaud Arbery (27 years), Breonna Taylor (26 years) and others.

(Rev. Sharpton didn't mention their ages, but I want to show that those who are cut down by the police, men in the majority, are very young, with Eric Garner, 43, and the major personality that brought all to the Fountain of Praise church, George Floyd, being 46. I will also note that police brutality is widespread, as this small sample of those mentioned show. Their murder occurred in Florida, Georgia, Kentucky and New York. And the assassination of Blacks continues, as shown by what happened in Atlanta, Ga., last Friday night (June 12). Rayshard Brooks, 27, was a family man, with his eldest daughter turning 8 the day after her father was gunned down.)

Now, let's hear Rev. Sharpton, from whose message we've gleaned some pearls. At the outset, he asked, "How did we get to where we are now?" And he answered: "We've been fighting a systemic problem since we were brought to this place (America). We've been fighting against wickedness. We've seen these cops do what they do and get away with it. More yet, they get support from the highest level of government." He paused, then said: "Until the law is dealt with, this will continue."

Then pointing fingers at those "powers, . . . rulers of darkness," as Apostle Paul says, Rev. Sharpton stated: "He challenges China on human rights! But what about the human rights of George Floyd?" He asserted that "all this family wants is to do justice, equal justice. If you break the law, you have to pay a high price!" He warned that "they will try to drag the process" until passion is down, no doubt. "It won't work,"

he continues, "because we won't stop fighting."

He acknowledged that a new day has dawned with "grandchildren of former slaves toppling the statues of the slave owners. We have seen Whites marching, asking justice for Blacks. Indeed, He (God) took the rejected stone and made it the cornerstone of this movement that will change the whole wide world!" Waxing eloquent, he mocked those who would buck the current movement. "If you wound one of us, you would wound us all. When you told us to stay inside [because of

gassing them] to go to go to a church with a Bible for a photo op!"

The minister turned political. "Now we stop by George Floyd in Minneapolis. The Police Union is on one side and the Righteous on the other. But we have the vote, and before that, we had God on our side. God is still on the throne!" At which juncture, he announced a "March on Washington on August 28."

In conclusion, he had words of comfort and hope for the family. "Don't despair," he told them, "God will take care of you!" And



The pastor officiating at George Floyd's funeral in Houston, Texas.

COVID-19], we paid no attention to our health, we packed the streets."

What occurred in Minneapolis, with the knee pressing down on George Floyd's neck, was an affront to God Himself. He referred the audience to Genesis 2, where it's written "God breathed life into man," and added: "Breath is a divine decision. Breath is sacred. You don't have the right to take breath from anybody. You cannot take what God has given."

He pointed fingers again at someone you'll recognize by the action he described. Referring to Apostle Paul again, Rev. Sharpton said: "It's wickedness in high places to clear up protesters [by

he painted a tableau of hope and renewal to be found in the Bible: "The last will be first." (Matthew 20:16) and "the lion and the lamb will be together." He was quoting Prophet Isaiah (11:17): "The cow will feed with the bear; their young will lie down together; and the lion will eat straw like the ox."

Lastly, addressing the departed, Rev. Sharpton said: "George, you touched the world all over. As we put you to rest today, the movement cannot stop. Your neck was the one that represented all of us. You've fought the good fight; you've finished the race (II Timothy 4:6). Go rest. We're going to fight on!"

Raymond A. Joseph,
raljo31@yahoo.com, 17 June

460 Peninsula Blvd.
Hempstead, New York 11550
516-489-5925

CLOSED ON MONDAYS

Tues-Wed-Thurs 10:00 am-9:00 pm
Friday 10:00 am - 10:00 pm
Saturday 10:00 am - 10:00 pm
Sunday 10:00 am - 5:00 pm

IMMEUBLE À VENDRE À PORT-AU-PRINCE

Environ 30 chambres et 30 toilettes;
Dans une rue paisible de Port-au-Prince;
Convient pour un hôpital, une école, un
orphelinat, etc...

À vendre tel quel; prix à négocier.

Contactez par
courriel: heritiers2002@gmail.com

KISA SENDWÒM MILTI-ANFLAMATWA LAKAY TIMOUN NAN YE?

Sendwòn milti-anflamatwa lakay timoun nan (multisystem inflammatory syndrome in children, MIS-C) se yon nouvo pwoblèm sante ki asosye avèk COVID-19.



Chèche swen SI PITIT OU A GEN YON LAFYÈV KI REFIZE ALE PLIS NENPÒT NAN SENTÒM SILA YO:

- ▶ Akaryasite oswa mwens aktivite
- ▶ Malvant, dyare, oswa vomisman
- ▶ Azoumounou, oswa je wouj oswa wòz
- ▶ Pobouch wouj, fann oswa douk sou lang nan
- ▶ Men oswa pye anfle
- ▶ Mank apeti
- ▶ Gratèl



**SI PITIT OU A MALAD GRAV,
ALE NAN SAL DIJANS OSWA RELE 911 TOUSWIT.**

Pou plis enfòmasyon,
rele **311** oswa ale sou nyc.gov/coronavirus.

NYC
Health

Bill de Blasio
Majistra
Oxiris Barbot, MD
Komisyone



Genyen tan toujou pou nou pran sa ki konsène nou an men.

Resansman se yon inisyativ pou konte chak moun ki rete Ozetazini. Kominote nou bezwen chak gram moun konte pou afekte plizyè milya dola gouvènman an ka bay pou lekòl, klinik, plas piblik, ak yon pil ak yon pakèt lòt resous ak sèvis nan kominote nou. Pa enkyete w, patisipasyon nan resansman an pa gen danje. Toul enfòmasyon pèsonel ap rete prive e an sekite. **Ou ka reponn sou entènèt, sou telefòn, oswa kourye.**

Patisipe nan resansman an sou:

2020CENSUS.GOV/ht

Se United States Census Bureau ki bay pou piblikite sa a

Prepare
Avni W
KÒMANSE ISIT LA >

United States
Census
2020

ÉDITORIAL



Jovenel Moïse : Stratégie pour éviter de rendre compte de ses crimes

Parmi les gouvernements, qui se sont succédés au pouvoir, au cours des cinquante dernières années, outre la dictature des Duvalier, nul autre ne s'est donné pour objectif de fouler aux pieds la Constitution et les lois du pays autant que Jovenel Moïse et son équipe. Si bien qu'on peut dire péremptoirement qu'ils avaient pour mission de transformer la société en un État mafieux, une communauté de brigands où les criminels, toutes catégories confondues, font la loi. Attendu que les échos des revendications véhiculées dans les manifestations anti-gouvernementales demandent justice pour les victimes, réparation à Haïti et punition des transgresseurs, le président et ses alliés PHTKistes se démènent comme de beaux diables pour éviter les conséquences de leurs forfaits.

D'entrée de jeu, il faut reconnaître que Jovenel Moïse se retrouve dans l'obligation de changer de vitesse, dans le cadre de la gestion de son séjour au Palais national. Alors que, lors de la mobilisation ayant débouché sur le phénomène « *pays locked* », les manifestants exigeaient la fin immédiate, et sans condition, de son mandat, la pandémie de la COVID-19 semble tout changer. Les manifestations anti-gouvernementales étant mises en veilleuse par le régime de confinement imposé par les dirigeants, au nom de la lutte contre la propagation de la pandémie, le chef de l'État croit trouver un sursis. Il se réjouit de lutter non pour sauver ce qui reste de son quinquennat, préférant mettre en place une stratégie autour des dates suivantes, 7 février 2021 et 7 février 2022, et souhaitant que les négociations aboutissent à la seconde. En tout cas, il pense qu'il n'a plus à se soucier d'être forcé de quitter le pouvoir dans l'immédiat, comme l'exigeaient les manifestants.

Successeur de Michel Martelly, au Palais national, qui avait fait le travail préparatoire, en vue de mettre sur pied un régime scélérat en Haïti, M. Moïse avait pour responsabilité de parfaire le système. Comme de fait, il a doté les différents secteurs de l'administration publique de fonctionnaires ayant les compétences pour accomplir les tâches criminelles qu'il leur a assignées. Aussi s'est-il évertué à surpasser son mentor dans tous les domaines, particulièrement

par rapport aux offenses d'administrateurs et aux crimes de sang, les deux domaines dans lesquels excelle le régime PHTKiste dirigé par Jovenel Moïse.

Porté au pouvoir par des élections âprement contestées, celui-ci, qui a prêté serment alors qu'il était sous le coup d'une inculpation pour blanchiment d'argent, justifie les soupçons négatifs qu'on avait contre lui. On en veut pour preuves ses nombreuses dérives ayant fait de lui un chef d'État qui n'a point d'égal dans les annales historiques d'Haïti.

Ce constat n'est pas une mince affaire quand on sait que les hommes qui ont accédé à la présidence, en Haïti, à part de rares exceptions, ont été des tyrans ou des dilapidateurs de fonds publics. Quant à Jovenel Moïse, il incarne les deux catégories. Si lui et ses prédécesseurs ont réussi à détourner des USD centaines de millions \$ de la caisse publique, ils n'ont pu, pour autant, concrétiser leur rêve de rétablir la dictature. Car, une fois débarrassé de la dynastie des Duvalier, après avoir essuyé sa tyrannie durant près de 30 ans, le peuple haïtien n'entend céder un seul pouce de terrain aux ambitions hégémoniques de *Nèg Bannann nan*.

Ayant participé au vol ou au détournement des USD 4,2 milliards \$ du fonds PetroCaribe, par la grâce de son prédécesseur ayant favorisé les décaissements effectués en faveur de ses sociétés, Agritrans et Betexs, Jovenel Moïse s'inscrit également en dilapidateur de ces fonds. En sus de s'ériger en protecteur des hauts fonctionnaires de l'État accusés d'avoir perpétré le plus grand détournement de fonds publics jamais réalisé en Haïti. Aussi, le chef de l'État s'est révélé un grand artisan de la surfacturation ou d'autres combines mises à profit pour réaliser des millions. En ce sens, les contrats des kits alimentaires et sanitaires, ainsi que les projets sociaux par le biais desquels sont décaissés des USD dizaines de millions de \$ sont les méthodes favorites du président haïtien pour grossir ses comptes en banque à l'étranger. Le contrat signé avec la compagnie allemande *Dermalog* relatif aux cartes d'identité des citoyens a été un autre créneau exploité par la première dame, Martine Moïse, pour réaliser ses millions.

Avec ses amis, des protégés et des proches collaborateurs placés dans les différents ministères, les secrétai-

ries d'État et les entreprises autonomes, le chef d'État haïtien et la première dame s'offrent des millions \$ de juteuses commissions générées par des contrats passés de gré à gré, faisant fi de la Cour supérieure des comptes et du Contentieux administratif (CSC/CA). Au cours des 40 mois qu'il a passé au pouvoir, les scandales liés à la corruption, à la surfacturation et aux contrats illégaux ont fait la une dans la presse presque à longueur de semaine. Ces dérives concernent également les alliés politiques du chef de l'État, au sein du Cabinet ministériel, aussi bien qu'au Parlement, dont le mandat des députés et des sénateurs, ainsi que ceux proches de la présidence est parvenu à terme le deuxième lundi de janvier de cette année.

À la lumière de tous ces faits, Jovenel Moïse et son cortège de criminels financiers ont bel et bien prouvé que durant leur passage au pouvoir, ils n'ont pas négligé de recourir à tous les moyens pour réaliser la mission dont ils avaient la charge, à savoir piller les caisses publiques. Mission accomplie !

Certes, arrivé au pouvoir, avec le dessein de transformer la société haïtienne, Jovenel Moïse s'est donné les voies et moyens pour réussir son projet. Afin de réaliser les crimes financiers, des fonctionnaires rodés aux activités liées à la corruption et au détournement de fonds publics sont installés à des postes clés de l'administration publique.

Dans le cadre de leur mission d'utiliser la répression comme système de gouvernement pour terroriser le peuple et l'empêcher de revendiquer ses droits, le président haïtien et ses proches ont mis en place les gangs qu'ils ont créés, armés et payés. Il s'agit d'une police parallèle, à l'instar des tontons-macoute, installée dans les bidonvilles, qui ont poussé comme des champignons, notamment à Port-au-Prince, aux Gonaïves et au Cap-Haïtien. Au besoin, leurs membres sont chargés d'exécuter les basses œuvres du pouvoir.

En effet, pour tenir en respect les jeunes des zones défavorisées de nos villes, qui constituent la grande majorité des protestataires mobilisés, à l'occasion des manifestations anti-gouvernementales, Jovenel Moïse et ses hommes lâchent leurs gorilles sur les bidonvilles leur donnant carte blanche pour décimer tous ceux qu'ils assimilent à l'opposition. Voilà

pourquoi ont été menées, surtout dans les quartiers de Cité Soleil, de La Saline, du Bel-Air, de Carrefour-Feuilles, etc., des opérations de « *nettoyage* », qui sont, en réalité, des tueries perpétrées par le gouvernement. Aussi des dizaines de personnes ont-elles été abattues, comme du gibier, par les hommes de main du Palais national se déplaçant à bord de véhicules blindés fournis par les autorités. C'est l'ancien policier Jimmy Chérisier, surnommé « *Barbecue* », qui est chargé d'exécuter ces forfaits, notamment à La Saline.

Les organisations de défense des droits humains, en premier lieu le Réseau national de défense des droits humains (RNDDH), présidé par Pierre Espérance, et Fondasyon Je Klere (FJK), dirigée par Yolène Gilles, ont présenté des rapports sur ces massacres. Ces entités ont dénoncé l'assassinat de dizaines de personnes, dont les cadavres de certaines d'entre elles ont été jetés sur des monticules de fatras, offerts comme chair aux pourceaux. Même le secrétaire général des Nations Unies (ONU), António Guterres, s'était dit « *alarmé* » lors de la présentation d'un rapport accablant pour le régime, au Conseil de sécurité de l'organisation mondiale, le 17 juillet 2019, concernant le massacre de La Saline, au mois de novembre 2018. À la même occasion, M. Guterres avait exigé une investigation de ces crimes par le gouvernement, car ayant été perpétrés de connivence avec des officiels d'État. De plus, l'organisme des droits humains de l'ONU avait déjà conclu qu'il s'agissait de crimes contre l'humanité, dont les auteurs doivent être traduits devant la Cour internationale de la Haye.

En clair, Jovenel Moïse et ses alliés politiques ont des comptes à rendre pour leurs crimes financiers perpétrés contre le peuple haïtien. Selon l'ONU, ils auront des démêlés aussi avec la Cour internationale. Si les conditions présentes ne favorisent pas de telles poursuites judiciaires, il faut s'attendre à ce que tout cela change avec la fin du mandat du chef de l'État.

Indéniablement, M. Moïse et ses amis tenteront l'impossible pour éviter de rendre compte de leurs forfaits. De son côté, cependant, la nation est plus que décidée à demander des comptes.

EDITORIAL



Jovenel Moïse: Strategy to avoid accounting for his crimes

Of the governments that have come to power over the past 50 years, the Duvalier dictatorship excepted, no other has set its goal as that of trampling upon the country's constitution and the laws of the land as much as Jovenel Moïse and his team have. So much so that one can conclude that their mission was to transform Haiti into a Mafia State, a community where bandits and criminals of all types are the law. Considering that during anti-government demonstrations, the people have demanded justice for the victims of the repressive forces, reparation for Haiti and punishment for transgressors, the president and his allies of the PHTK ruling party are fighting tooth and nail to avoid the consequences of their crimes.

At the outset, we'll point out that Jovenel Moïse has changed gears in the management of his stay at the National Palace. Whereas during the mobilization that led to the "country locked" phenomenon in February 2019, with the demonstrators demanding the immediate and unconditional resignation of the president, things have changed with the advent of the COVID-19 pandemic. Anti-government protests have been put on hold due to the containment regime imposed by government to fight the spread of the pandemic. In the process, the president believes he has found a reprieve. Thus, he's no longer concerned about saving what's left of his five-year term, preferring to put in place a strategy on the length of his mandate. Is it February 7, 2021 or February 7, 2022? He hopes that through negotiations he will be able to prolong it to 2022. Forget the demands for his immediate departure!

As successor of Michel Martelly at the National Palace, who had done the preparatory work to set up a rogue regime in Haiti, Mr. Moïse is responsible for perfecting the system. In that light, various sectors of public administration have been put under the control of civil servants skilled in carrying out the criminal tasks assigned to them by President Moïse. In so doing, he has managed to surpass his mentor in all areas, particularly in relation to administrative offenses and crimes of blood, two areas in which the ruling PHTK

regime led by President Moïse excel.

Assuming power following fiercely contested elections, Mr. Moïse was sworn into office while under indictment for money laundering, thereby justifying the negative suspicions against him. Matching his reputation, his many abuses of power have made him a singular Head of State, unparalleled in Haiti's history replete with despicable leaders. That's no small feat when it's known that the men who have assumed the presidency of the country, with rare exceptions, are renowned for their ruthlessness and for squandering public funds. As for Jovenel Moïse, he embodies both categories. While he and his predecessors managed to divert billions of dollars from State coffers, they've been unable to realize their dream of re-establishing the Duvalier style dictatorship they envisaged. For, once rid of that dynasty, which they endured for nearly 30 years, the Haitian people intend not to yield one inch of ground to the hegemonic ambitions of *The Banana Man*.

With the support of his predecessor, Mr. Moïse participated in the theft or misappropriation of the \$4.2 billion PetroCaribe Fund, even before he became president. Disbursements from the Fund were made to his companies, *Agritrans* and *Betexs*. So, there's no disputing that Jovenel Moïse is also a squanderer of the PetroCaribe money. Understandably, he sets himself up as protector of senior government officials accused of the greatest misappropriation of public funds ever carried out in Haiti.

With the PetroCaribe Fund depleted, the Head of State has become the mastermind behind schemes of overbilling State entities to reap millions of dollars for himself. Consider the school food kits and health contracts, as well as social projects through which tens of millions of dollars are disbursed each year to companies belonging to his allies. These have been the president's preferred methods to fatten his bank accounts abroad. Also, the contract signed with the German firm *Derma-log* to produce new citizens' identity cards has allowed First Lady Martine Moïse to reap a few millions.

With his friends, protégés and close collaborators in various ministries, secretariats of State and autonomous State enterprises, the Haitian

Head of State and the First Lady have amassed millions of dollars in juicy commissions generated by private contracts, bypassing the bidding process that should be approved by the State's auditing unit, *La Cour Supérieure des Comptes et du Contentieux Administratif* (CSC/CA). During his 40 months in power, scandals related to corruption, over-billing and illegal contracts have made headlines regularly, almost every week. The Chief's political allies in Parliament are also tarnished in the process.

In their mission to install repression as a system of government to terrorize the people and prevent them from claiming their rights, the Haitian president and his family set up the gangs, armed and paid on a regular basis. These gangs, styled after the Tontons-Macoute of the Duvalier era, are a parallel police force, operating especially in the shantytowns that have mushroomed particularly around Port-au-Prince, Gonaïves and Cap-Haïtien. On demand, their members carry out the dirty work of the authorities.

To repress the young people living in the slums and who make up the vast majority of the protesters mobilized during the anti-government demonstrations, Jovenel Moïse and his men unleash their gorillas on the slums. They have *carte blanche* to decimate those they assimilate to the opposition. Such were the "clean-up" operations undertaken especially in the neighborhoods of *Cité Soleil*, *La Saline*, *Bel-Air*, *Carrefour-Feuilles*, in Port-au-Prince and elsewhere. These were killings perpetrated on order from the government. Dozens of people have been shot, like game, by the henchmen in the service of the National Palace, who travel in armored vehicles provided by the authorities. Former police officer Jimmy Chérisier, nicknamed "Barbecue," has been in charge of carrying out these killings, particularly at the *La Saline* Massacre in November 2018.

Human rights organizations, including the National Network for the Defense of Human Rights (French acronym RNDDH), chaired by Pierre Espérance, and *Fondasyon Je Klere* (FJK) or *Bright Eyes Foundation*, led by Yolène Gilles, have submitted reports on those massacres. They have denounced the assassination of

dozens of people, some bodies of whom were thrown on garbage heaps for swine to feast on. Even the Secretary General of the United Nations (UN), António Guterres, was "alarmed" by the situation when he presented his report to the Security Council on July 17, 2019, about the massacre of *La Saline*, demanding that the government investigate and punish those officials responsible for the massacre.

He had based his report on an investigation carried out by the UN's Human Rights unit which had concluded that acts of genocide were perpetrated by individuals linked to the ruling regime. Moreover, the UN representatives asserted that these were crimes against humanity, the perpetrators of which must be prosecuted by the International Court in The Hague.

Clearly, Jovenel Moïse and his political allies must be held accountable for their financial crimes against the Haitian people. And according to the UN, they should be prosecuted by the International Court of Justice. If present conditions don't favor such legal proceedings against them, we must expect that all that will change when the mandate of the Head of State ends.

Undeniably, Mr. Moïse and his friends will go through all sorts of artifices, even trying the impossible, to avoid being held accountable for their crimes. For its part, however, the nation is more than determined to demand accountability.

HAITI OBSERVATEUR

Haiti-Observateur
P.O. Box 356237
Briarwood, N.Y. 11435-6237
(718) 812-2820

SUBSCRIPTION FORM
BULLETIN DE SOUSCRIPTION

<p>HAITI 1000 Observateurs 08, Rue du 24 Juin, Port-au-Prince Tél: (509) 223-0700 Fax: (509) 223-0701</p> <p>CANADA 1000 Observateurs Grand Falls Station 314, St-Jacques L'Anse-au-Loup (Québec) T2210 (Canada) Téléphone: (514) 883-1111</p> <p>EUROPE, AFRIQUE ET ASIE 1000 Observateurs de l'Union Européenne 13, Avenue de l'Indépendance, 92140 Clamart Tél: 01 46 00 20 12</p>	<p>ÉTATS-UNIS 1000 Observateurs 1000 Observateurs 1000 Observateurs</p> <p>AFRIQUE ET ASIE 1000 Observateurs 1000 Observateurs</p> <p>CARIBBE ET AMÉRIQUE LATINE 1000 Observateurs 1000 Observateurs</p> <p>EUROPE 1000 Observateurs 1000 Observateurs</p>
--	--

Nom/Prénom: _____
 Adresse/Compteur: _____
 Adresse: _____
 Ville: _____
 Pays/Région: _____

Veuillez retourner ce formulaire à: Haiti-Observateur, P.O. Box 356237, Briarwood, N.Y. 11435-6237

Kreyòl

Soti nan paj 6

parèt byen klè.

Se youn lwa ki defann Lapolis touche gagann mounn, sa yo rele « *chokehold* » ann angle. Sa poli-sye *Minneapolis* la te fè kont *George Floyd* la se te youn sòt de peze gagann anraje. Anfèt, tout peze gagann se krim. Se konsa yo te touye *Eric Garner* nan *Staten Island*, la nan youn komin lavil Nouyòk, nan lane 2014, pandan li t ap di « *I can't breathe* ». Enben y ap bay lwa a non *Eric Garner*.

Lwa gouvènè *Cuomo* a pral anpeche mounn rasis itilize apèl telefòn 911 la pou pote plent kont sitwayen nwa, tankou fanm ki te itilize taktik sa a kont youn Nwa ki te sèlman mande l pase kolye nan kou chen l lan, paske selon règleman chen pa ka kouri tou débribe nan zòn kote l te ye nan Santral Pak, nan Mannatann nan.. Antouka, bagay la pa t rive jouk sou pwen pou poli-sye te debake, vin wonfle Nwa a. Men pa gen anyen ki di lapwochè fwa sa pa ka pase mal, kote youn poli-sye ka touye youn mounn, Nwa sitou, sèlman sou baz youn kout telefòn. Sè twouve ke deblozay Santral Pak la te vin pase mal pou dam nan ki te jwenn revokasyon l nan travay li le landmen. Nou sonje bagay sa a kote Nwa a te

rele *Christian Cooper*, epi dam blanch la se te *Amy Cooper*! Men younn pa t konn lòt.

Anplis de sa, lwa gouvènè a pral mande pou tout vyolasyon youn poli-sye te deja fè byen aliye lè yo kenbe l nan youn lòt move zak. Epi tou, pral gen youn « *Attorney General* » espesyal, youn pwokirè (ou byen komisè gouvènman) ki sèlman la pou prepare dosye kont poli-sye ki depase lèbòn. Ak youn siti-yasyon konsa, tout poli-sye pral mache èsès.

***Revolisyon George Floyd la pase pran youn bann estati ofisyel rasis e menm ka rive chanje non plizyè baz militè ameriken.** Nan dat 10 jen an, yo koupe tèt stati *Christophe Colomb* nan youn kominote italyen nan Boston. Menm jou a, nan Miami, yo benyen msye Kolon ak penti tou wouj. Lamèm, dezomèm, komèm pou *Juan Ponce de Leon*, mesye sa yo ki te swa-dizan dekouvri Lamerik epi ki te kòmmanse esklavaj Nwa soti an Afrik, sa yo rele an franse « *la Traite des Noirs* ». Sanble ke dat 10 jen an pa t pote bon nouvèl pou Kristòf Kolon, paske nan *Richmond, Virginia*, manifestan te rale stati msye lage atè, met dife sou li epi y al jete ti rèl la nan youn lak. Se près-

ke tou patou y ap chache Kristòf Kolon pou dechouke l. Antouka, Ayisyen te gentan pran devan, paske depi nan lane 1986, lè yo te dechouke diktati Divalye a, yo te tou pwofite dechouke Kristòf Kolon ke yo te lage l nan lanmè. Rimè fè konnen se Evans Pòl (Evans Paul) ou byen K-Plim, ki te nan tèt mouvman dechouke Kristòf Kolon nan Bisantnè a. Gen youn lòt rimè ki fè konnen ke Dominiken yo te fè youn fason pour yo te pote estati sa nan peyi yo.

***Revolisyon George Floyd la menase baz militè Ozetazini ki pote non jeneral ki te anchaj twoup nan Sid yo ki t ap defann esklavaj.** Deja minis Defans la, *Mark Esper*, ak chèf eta majò *Lame a, Ryan McCarthy*, dakò pou chanje non anvivon 10 baz *Lame* ki pote non jeneral Konfederasyon an ke yo rele *Confederates* ann angle, ki t ap batay pou kenbe esklavaj nan Sid peyi a. Pami baz ki pi enpòtan, nou ka site non *Fort Hood* nan Texas, *Fort Bragg* nan *North Carolina* ak *Fort Benning*, nan *Georgia*.

Prezidan *Donald Trump* di se swa jamè. Nan youn *twit*, prezidan an te di : « *Moniman sa yo avèk baz sa yo, ki montre fòs peyi a, fè pati Gro Eritaj ameriken an* ». Kòm slogan li te itilize pou l pran pouvwa a te di, « *Make America Great Again* » (MAGA), sanble ke tou sa ki anfavè mounn ki t ap batay pou kenbe

Nwa esklav se yo li leve byen wo. Men sa se youn trayizon kont *Abraham Lincoln*, prezidan repibliken, ki te batay pou sispann esklavaj nan peyi isit. Vwala ke youn prezidan repibliken ap anbrase mounn *Abraham Lincoln* te ranpòte laviktwa sou yo. Se konsa li pral fè Etazini vin tounen nan tout grandè l la ?

Antouka, prezidan *Trump* pral oblije antre nan batay ak *Nancy Pelosi*, ki se prezidan Chanm bas la, epi ki gen kontwòl Kapitol la, kote Kongrè reyini pou diskite lwa pou dirije peyi a. Gen plizyè estati Blan rasis nan Kapitol la ke l di pral oblije deplase, mete yo nan youn mize youn kote, men pa devan je tout mounn. Se derespèkte sitwayen yo, sitou Nwa yo ki te sibi anba esklavaj. Kidonk, « *Revolisyon George Floyd la* » pral chanje vizaj Kongrè a tou.

Mezanmi, si pou m ta kontinye ap detaye sa « *Revolisyon George Floyd la* » realize nan mwens ke 3 semèn, atik la t ap twò long, li ta ka fè n tonbe dòmi. Men m pa ka pa ban nou ti nouvèl sa a ki montre ke revolisyon an rive jouk sou prezidan *Trump*. Vwala ke l t ap fè gran panpan, li di li pral relanse kanpay li nan dat 19 jen, kivedi vandredi apre d men an. Epi li chwazi vil *Tulsa*, nan Oklahoma, pou l ranpli youn stad foutbòl ak mounn pou l fè sa l di a. Sè twouve ke se nan youn ti vil tou kole ak *Tulsa* ke pi gwo masak Nwa te fèt. Mwa jen sa a fè 99 lane. Epi se trouve ke 19 jen se

Juneteenth, fèt pou Ameriken nwa sitou, ki selebre deklarasyon ki te fèt nan dat sa a, le 18 jen 1865, pou anonse ke esklavaj te kaba pou yo nan Texas. Alòske depi 2 zan avan sa, lame « *Union* » an, lame nan Nò a, te deja fin kraze *Confederates* yo. Men sa te pran tan pou mesaj la te rive jwenn tout mounn jouk Texas.

Asireman, prezidan *Trump* gen konseye ki pale avè l pou di l, « *Atansyon, Ekselans, dat la mal chwazi, w ap voye youn move syal bay tout nasayon an, a youn moman ke prèske tout vil nan peyi a kanpe kont diskriminasyon kont Nwa. Si w lanse kanpay la jou sa a, w ap pran nan mera. Reflech, Ekselans !* »

Se konsa, nan vandredi swa, ki te 12 jen, prezidan an lage youn *twit* atè pou l di : « *Plizyè nan zanmi Afriken-Ameriken m yo touche m pou yo sijere ke m chanje dat la pa respè pou Fèt la [Juneteenth, pa vre ?], paske se youn okasyon pou yo obsève dat sa a ki gen anpil enpòtans* ». Epi l di, miting nan ranwaye pou samdi, 20 jen, youn jou pita.

Kisa m ka di anplis de sa ? Lanmò *George Floyd* piblikman, youn ansasinay ofisyèl, kòmmanse fè sa nou pa t espere. « *Revolisyon George Floyd* » la pa ka stope. Avèk detèminasyon, se pou tout miray Jeriko tonbe !

Grenn Pwonmennen,
17 jen 2020

DIPLOMATIE INTERNATIONALE ET SOCIÉTÉ

La Lettre du sénateur [AU SÉNATEUR MITCHELL McCONNELL] qui n'a pas lieu

HYPERLINK "mailto:lovinsky2008@gmail.com" Par Dan Albertini

Entre (), Legault-Aruda a produit plus de 5,260 morts (COVID-19) au Québec, fermons-les ().

J'ai souvent dit **HYPERLINK "https://divainternational.ch/diplomatie-internationale-et-societe-par-dan-albertini-lovinsky2008-gmail-com-pourquoi-obama-n-a-pas-ete-en-haiti-symbolisme-realiste.html" Haïti la diplomatie d'abord** [mis en contexte dans **HYPERLINK "https://haiti-observateur.ca/?p=2940" Haïti la diplomatie d'abord V/S la diplomatie d'Affaires : entre réalisme, égalité et mensonge**, cité dans **HYPERLINK "https://haiti-observateur.ca/?p=4284" l'Empreinte des canons diplomatiques de la diplomatie haïtienne ou HLDD'A-1/3** qui met lui-même en lumière Haïti nouvelle ou la série des grands procès de l'Histoire]. Nous venons de rater l'occasion, évidemment en un clin d'œil le sénat par la voie d'un sénateur s'est pris pour la présidence dans l'affaire G Floyd assassiné publiquement par la police à Minneapolis, caméra témoin. Tout le monde veut répondre s'insurger, revendiquer, mais le sénat par la voie d'un sénateur s'est exprimé publiquement par vidéo pour rater une fois de plus le coup, en lâchant statut de sénateur, même en ragot au club des amis, quand autrefois avec le sénateur Benoit dans **HYPERLINK**

" **https://haiti-observateur.ca/?p=2134" l'Ambition Benoit** se croyait président, pour aller trahir Haïti : plainte malsaine près de congressmen américains à DC et, enfin se révéler candidat perdant aux présidentielles par la foi d'un parlement sans racines qui prétend dans son préambule constituer un réservoir de compétences. Lequel Parlement même avec les extravagances de Michel Martelly président qui voulut se faire voir par Obama pour nous contredire, n'a pas su amener Barack Obama à Vertières tel que je le décrivais dans **HYPERLINK "https://divainternational.ch/diplomatie-internationale-et-societe-par-dan-albertini-lovinsky2008-gmail-com-pourquoi-obama-n-a-pas-ete-en-haiti-symbolisme-realiste.html" Pourquoi Obama n'a pas été en Haïti entre symbolisme et réalité** (publié chez Diva International magazine en août 2012), pour étaler notre échec diplomatique [quand il s'habillait au Tibet bouddhiste sans complexe] et le manque de vision qui allait par cette faiblesse d'Obama en ce temps-là, aboutir à la rhétorique raciste de la police connue aujourd'hui. C'est donc avec un autre article publié le 20/02/2012-P4, intitulé : quand Michaëlle Jean proposait au Canada de briser les solitudes avec une formule canado-haïtienne ; quand Ulrick Chérubin le fait à Amos dans un rapprochement avec les indigènes, et aujourd'hui

alors, quand diaspora, duvaliéris- te, lavalassien, républicain, Haïtien, Dominicain, même terre même île ! Pourquoi Baird nous parle de crise, où je concluais ainsi : L'Afrique nous regarde avec ses yeux de 1960, **HYPERLINK "https://fr.scribd.com/doc/83258381/haiti-observateur-presse" Haïti n'a plus le droit de rejeter un seul de ses enfants**, je dis ici, le résultat est là. Voici donc la lettre du sénateur qui n'a pas lieu.

La lettre [diplomatique] à Addison MITCHELL McConnell Sénateur McConnell, Sénat des États-Unis d'Amérique, Capitole-Nord, Washington DC. De : Sénateur [...], Sénat de la République d'Haïti au Parlement, Port-au-Prince.

Monsieur le sénateur, plaise à Dieu comme inscrit sur la monnaie nationale de votre pays : « in God we trust », de recevoir la bienveillante lettre d'un sénateur H Y P E R L I N K "https://www.ipu.org/fr/parlement/HT" d'une autre République amie des États-Unis d'Amérique afin de faciliter la compréhension dans le cadre d'abord de l'International Union Parlementaire (IUP) **HYPERLINK "https://www.ipu.org/fr/parlement/US" quoique votre pays n'en soit un membre régulier**, par les vertus de **HYPERLINK "https://legal.un.org/ilc/texts/instruments/french/conventions/5_1**

_1975.pdf" la convention de Vienne sur la protection des citoyens de l'État d'envoi dans un pays de l'État hôte. Je cite l'exemple des citoyens haïtiens habitant aux États-Unis d'Amérique. Ayez l'assurance, je vous le certifie au nom de mon pays, la République d'Haïti en l'occurrence, que cette amitié devenue fraternelle à plus d'un égard, reste et demeure au beau fixe. L'actualité en outre me réclame dans les cordes épistolaires afin de vous introduire dans ma démarche personnelle auprès du questeur du Sénat chez nous, sur les sujets qui concernent nos deux pays certes, mais sur les deux institutions auxquelles nous appartenons. La sécurité de nos citoyens haïtiens domiciliés et de passage aux E.U. répond-elle, d'après les normes conduites par le Sénat des E.U. d'Amérique, dans ses commissions ?

Monsieur le Sénateur, j'ai dans le cadre de mes responsabilités d'élu, le sentiment de fournir des garanties à mes pairs nationaux dans un premier temps, au Parlement haïtien dans un second temps, et techniquement par la voie de commissions sénatoriales concernées, afin de continuer à évoluer dans le sens des conventions internationales et bilatérales signées par nos deux pays, car les époques changent au gré de l'histoire et je compte répondre de la bonne amitié du bon voisinage de nos deux pays respectifs, que ce soit dans les relations à l'IUP par-

tagées avec d'autres États, que dans nos ambassades et consulats respectifs afin de contribuer au maintien de la stabilité de la région que nous prônons et partageons.

Permettez, Monsieur le Sénateur, que je vous rappelle comment est perçue votre éloquente nation dans les affaires qui touchent à l'évolution des droits de l'homme, aussi loin que dans le prisme du monde globalisé.

Le monde nous observe, et comme vous le savez, les hémisphères comme les continents amènent souvent les scories de l'histoire. Par exemple, l'ère nazie que votre pays a combattue avec une grande victoire à laquelle oh combien d'Haïtiens ont participé. Celle à vos côtés au Vietnam, en Iraq. Je me garde de citer certains noms dont les familles ont été accueillies par la suite aux États-Unis d'Amérique. Nous savons tous que bien avant notre indépendance en tant que pays souverain, l'Haïtien depuis Saint-Domingue a toujours aimé les États-Unis d'Amérique.

Puisse un jour vous veniez visiter ce pays qui saura vous accueillir, comme nous le faisons avec tous gens de bonne foi, afin de constater la valeur du spectre de l'amitié haïtienne.

Votre pays occupe une place spéciale dans le cœur de tout Haïtien, fut-ce t-il qu'il soit né ici ou, ailleurs à travers le monde.

Suite en page 13

DIPLOMATIE INTERNATIONALE ET SOCIÉTÉ

La Lettre du sénateur [AU SÉNATEUR MITCHELL McCONNELL] qui n'a pas lieu

Suite de la page 12

L'église baptiste américaine connaît bien la foi des Haïtiens.

Monsieur le Sénateur, ce n'est pas un doute dans ma conscience que je nourris, mais c'est la certitude que je veux affirmer à tout visiteur de toute origine, que nos deux pays sont plus que des alliés, mais des défenseurs des droits de l'homme, comme nous le chantons aussi depuis l'an 1804 qui a suivi la déclaration solennelle de notre indépendance dans un monde aujourd'hui inter polaire et globalement tissé serré.

Monsieur le Sénateur, votre voix me suffira pour signifier à mes pairs de la valeur des droits et libertés que vous cultivez dans la noble institution que représente le Sénat des États-Unis.

Je vous salue et je vous prie de bien vouloir transmettre mes respects à la présidente des Représentants, en l'occurrence Madame Nancy Pelosi siégeant à la tête du Congrès.

Que Dieu bénisse l'Amérique.

Fait à Port-au-Prince
Envoyée par les voies haïtiennes

Aux bons soins de l'Ambassade des États-Unis en Haïti
Signé : Sénateur [...]

Pourquoi je publie l'erreur de cette absence de protocole entre sénateurs amis ?

Voilà ce que j'ai publié en novembre 2017 sous le titre de : HYPERLINK "https://haiti-observateur.ca/?p=1118" Québec

Saisons Caponne par la même rubrique courante en citant Gérard Exantus Alerte (déjà cité au début de novembre HYPERLINK "https://haiti-observateur.ca/?p=1053" dans Un enfant de Lemiso en coulisse au Parlement à Ottawa, sur l'affaire citée dans cette colonne) ainsi : Ou, tel que compris par Gérard Exantus Alerte. Aller en lente commission parlementaire pour désamorcer une crise grandissante ?

J'ai parachevé : Grâce à l'ouverture oh combien utile que Donald Trump a obligée en forçant le monde accusateur à se regarder. [...] Trudeau en initiant le dossier des « femmes autochtones disparues et assassinées », est un indice révélateur sur ce biais systémique sociétal terrifiant pour le Noir. Ça ouvre un biais sur la réalité des enfants des Noirs soit avec des femmes autochtones, soit avec des femmes blanches. Richard Héту en dira-t-il plus sur le statut-Noir, un jour, dire quoi à qui le savait ?

Voir Justin Trudeau en génuflexion à plus d'une reprise, est-ce pour George Floyd lâchement assassiné publiquement par un policier aux É.U., assuré par une caméra complice, à la suite de son correctif sur le personnel haïtien en santé sanitaire dans la gestion de COVID-19 où Québec accuse plus de 5260 morts par négligence dans la gestion prévisible, ne peut donc étonner. Quand on entend la sourdine de réflexions passées présentes de François Legault à qui l'on assimilerait aisément la Meute-Québec. Ges-

tion où l'on voit les dégâts causés dans la famille haïtienne surtout à Montréal et environs quand les travailleurs de la santé ont été exposés, volontairement mis à risque pour la gestion grabataire et désinvolte tant de Legault que de Dr Aruda à la direction générale de la santé publique (Québec). Je me demande pourquoi le sénateur haïtien [...] n'a pas écrit tant à AM McConnell qu'à la même institution canadienne, sur l'affaire de la protection du citoyen haïtien dans le pays hôte, selon les termes de la convention de Vienne adoptée, et en vigueur !

Je disais aussi dans Saisons caponne : HYPERLINK "https://haiti-observateur.ca/?p=1118" Comment en mesurer le portrait ? Qui ne sait qui ignore aujourd'hui l'état du barbarisme de la société, tant au Québec qu'au Canada, dans le dossier des agressions sexuelles systémiques cachées [...]. Libre alors d'imaginer le poids du racisme systémique caché exercé contre les Noirs, dans ce monde de Saisons caponne.

Ce n'est sûrement pas HYPERLINK "https://edubourg.liberal.ca/fr" E. Dubourg qui va encourager une démarche visant à ce je disais alors : faut-il poursuivre au civil au quotidien collectivement, cas par cas réclamer réparation ? Enrayer la machine systémique infernale de justice dormante, augmenter relativement plaintes et procès. S'assurer de statistiques et de la convocation de l'État ici et ailleurs ?

Pourquoi ? Dans un autre article publié en 2019, je disais : HYPERLINK "https://haiti-observateur.ca/?p=3187" bravo Justin. Jean Jackson Michel croupissait en cellule de prison politique, qu'avez-vous dit en sa faveur, ou pourquoi aviez-vous fait la sourde oreille quand vous criez gare pour un criminel canadien puni par la loi, en Chine. N'est-ce pas ce que vous aviez fait bien entendu pour la jeune Saoudienne, ce malgré la signature de contrats lucratifs pour le Canada tandis que tout le monde savait pour l'AS. Vous trouvez brusquement que la Chine devient arbitraire, quand de jeunes Haïtiens croupissent d'abandon et d'innocence, du racisme systémique revu et corrigé, vu par la commission indépendante des UN, ici au Canada. Quand des femmes autochtones ont péri, disparu sous silence de l'État, quand de ces femmes autochtones, il y avait des afros indigènes relatives à Haïti. Non, nous ne vous reconnaissons pas à Vertières.

Si Justin a su se rattraper depuis le début de cette année en cours, Haïti est par contre par la présidence, responsable de la mauvaise image à Minneapolis quand Jovenel Moïse et sa clique de délinquants de détraqués ont voulu assassiner la personnalité politique montante qu'est Jean Jackson Michel.

Le sénateur [...] gardant le silence par rapport à son pair au Sénat américain, savait-il au préalable que Mitch allait lui répondre

sur Jean Jackson Michel protégé aux États-Unis, contre la loi des bandits de Moïse Jovenel [HYPERLINK "https://haiti-observateur.ca/?p=2175" lire la note au commissaire Clamé O Daméus de l'époque sur l'Affaire Jean Jackson Michel en prison, à travers cet hyperlien], c'est déjà là une triste affaire quand tout sénateur en Haïti se fait complice par le chèque reçu encaissé tandis qu'il accepte comme à l'époque de Duvalier humiliant la République d'Haïti par sa folie de malade mental, par la même vertu de l'ère Kissinger, la terreur, la même terreur ?

Je ne vais pas complaisant avec l'administration ni le leadership de Justin, dans HYPERLINK "https://haiti-observateur.ca/?p=2134" Bravo Maduro à Caracas, mais sans ovation debout/25-05-2018, je voyais ainsi la situation : HYPERLINK "https://haiti-observateur.ca/?p=2134" c'est ainsi que l'erreur de la diplomatie canadienne est d'oublier. Se laver de l'intérieur serait mieux. Car les affaires de corruption et de racisme systémiques remontent bien plus loin que le scandale des mandites de l'école libérale renouvelée. Ottawa cache tant ce problème réel des agressions sexuelles subies par les autochtones et les Noirs pénalisés par les tours de passe financière d'anciens ministres et de maires dans des affaires de collusion...

Je pleure déjà la réponse de Sénateur [...] : ah, le président du sénat, le questeur. Le chèque ?

LA GESTION DU PAYS ENCORE MISE EN CAUSE

Nouvelle ronde de pénurie de produits pétroliers

Suite de la page 1

changement de fournisseurs de produits pétroliers s'est opéré en pleine pandémie de coronavirus.

En effet, non content d'avoir versé USD 18 millions aux beaux-frères de Michel Martelly, propriétaire de la société « Prebel-Rish Haïti », pour placer des commandes de produits et équipements sanitaires auprès d'une firme chinoise, par le biais d'un appel d'offres tenu en catimini, le Palais national octroie un autre contrat à ce groupe, de toute évidence contrôlé par l'ex-président chanteur du compas.

En vertu de l'autorisation accordée par cet appel d'offres, Kiko Saint-Rémy et Gesner Champagne ont la possibilité de commander les produits pétroliers pour tout le pays, durant les six prochains mois. À la capitale haïtienne, des hommes d'affaires proches du pouvoir critiquent en privé le choix de cette société pour commander ces produits stratégiques pour tout le pays. Non seulement ils soutiennent l'argument selon lequel « les parents ne font pas bons clients », ils pensent que la compagnie en

question n'a jamais prouvé ses compétences dans le commerce de ces produits, tout comme elle n'avait prouvé ses aptitudes placer de telles commandes avec succès.

D'autres secteurs font valoir que, financièrement, le tandem Saint-Rémy-Champagne n'a pas les reins suffisamment solides pour financer les commandes nécessaires à la distribution à l'échelle nationale. Un troisième groupe de critiques de cette autorisation dont bénéficient les beaux-frères de Michel Martelly mettent en avant la méfiance que ces hommes du camp du chanteur du compas doivent avoir du mal à réunir les dizaines de millions qu'exige une telle commande. Car il est vrai que Sweet Mickey possède des centaines de millions, dont une partie pourrait être utilisés dans pareille transaction, en guise de bailleurs de fonds à ses beaux-frères. Mais, le gros des fonds dont il dispose ayant été réalisé, dans le cadre de ses activités illicites, il se garde d'effectuer des retraits de ses comptes en banque. Puisque sous enquête fédérale, il prend ses précautions afin de ne pas attirer l'at-

tention des agents fédéraux. Les gardiens du système bancaire international étant toujours aux aguets des activités financières, notamment de ceux présentement sous surveillance, ils sont capables d'identifier les institutions hébergeant ces comptes dont les propriétaires s'acharment à garder secrets.

Dans les milieux politiques, à la capitale haïtienne, on fait allusion au long retard pris pour la livraison des marchandises qu'avait commandées les hommes de « Prebel-Rish Haïti », au point que certains disaient que l'achat n'avait pas été fait au moment qu'il était annoncé.

C'est pourquoi, dès qu'il a été annoncé au pays que la compagnie des beaux-frères de Martelly était celle qui avait l'autorisation de commander les produits pétroliers, les consommateurs se déclarent plongés dans la consternation, s'imaginant que la pénurie d'essence pourrait durer encore quelques jours, sinon des semaines.

À noter que le gouvernement Moïse-Jouthe avait pris la décision de casser le contrat des compagnies qui, depuis mars 2019,

suite à l'insolvabilité avérée de l'État par rapport au fournisseur américain des produits pétroliers, la société NOVUM, du Texas. À l'époque, les commandes s'exécutaient par le truchement du Bureau de monétisation des programmes d'aide au développement (BMPAD). Les six compagnies, qui faisaient un consortium pour financer l'achat des produits pétroliers, National, DINASA, Kimazu-Go, BANDAR HAITI SA, CAPINVEST et Sol Haïti ont été, en quelque sorte, révoquées. Dans le même ordre d'idées, Prebel-Rish Haïti était engagée à leur place.

Ces six entreprises ont été accusées d'avoir ajouté des « primes » et d'autres frais sur le coût du gallon, de telles sortes qu'elles réalisaient « gains sur gains » au détriment des consommateurs.

Il semble que ce soit la première commande que les compagnies des beaux-frères de Martelly aient réalisée, dans le cadre de leur contrat avec le gouvernement Moïse-Jouthe.

Au moment de mettre les six compagnies distributrices de produits pétroliers hors-jeu, l'État haïtien se trouvait dans une situa-

tion encore pire financièrement qu'il n'était au moment de ses difficultés avec NOVUM. Mais au lieu de trouver une solution plus rassurante, il s'est jeté dans les bras de Kiko Saint-Rémy et de Gesner Champagne. Serait-ce le cas de dire « Kouri pou lapli, tombe nan basen » ?

Pour l'instant, les consommateurs de produits pétroliers scrutent l'horizon, souhaitant voir poindre les bateaux dont l'arrivée dans la rade de Port-au-Prince était annoncée depuis déjà une semaine. Quand on se souvient, lors des précédentes pénuries de ces produits, l'année dernière, de la somme de balivernes que débitait le directeur du BMPAD, aux consommateurs, par rapport à la situation de l'arrivée des bateaux, alors que le retard dans la livraison était, de préférence, dû à l'impossibilité de l'État haïtien de s'acquitter de sa dette envers le NOVUM, on se demande si le pays n'est pas en train de revivre la même situation qui prévalait dans le passé ?

AskMOIA: Sante ak Swen Sante COVID-19

Noumenm nan Biwo Majistra a pou Afè Imigran (Mayor's Office of Immigrant Affairs, MOIA), ansanm ak ajans asosye nou yo nan vil la, pran angajman pou ede Nouyòkè ki afekte pandemi kowonaviris (COVID-19) lan. Nan AskMOIA, nou divize an patil ki pou konprann konsèy, anons, ak nouvèl ki pi resan yo sou resous pou COVID-19 pou asire ou konnen dwa ou genyen yo ak ki sèvis ki disponib pou ou antanke rezidan vil sa a, kèlkeswa sityasyon imigrasyon ou ak kapasite pou ou peye.

Li enpòtan pou tout Nouyòkè yo konnen Vil New York ofri swen medikal pou tout moun.

Si w al pran swen ak fè tès oswa ou pran tretman anrapò ak COVID-19, sa PA pral afekte sityasyon imigrasyon ou ni kapasite pou aplike pou grinkat oswa sitwayènte. Rezidan Vil New York ki gen kesyon konsènan fason lè yo jwenn aksè nan sèten avantaj piblik kapab afekte sityasyon imigrasyon yo, rezidan sa yo kapab rele liy asistans gratis, konfidansyèl ActionNYC an, lendi jiska vandredi, ant 9 a.m. ak 6 p.m., nan 1-800-354-0365 pou jwenn aksè nan enfòmasyon nan bon moman epi an tout konfyans, ansanm ak koneksyon nan èd legal.

Swen sante se yon dwa moun li ye, epi tout Nouyòkè yo ka chèche swen san krent.

Lopital ak klinik piblik Vil New York yo gen pwoteksyon solid pou vi prive, yo pa pran enfòmasyon sou sityasyon imigrasyon, ni yo pa kominike enfòmasyon sou pasyan yo bay okenn moun ni okenn òganizasyon—sòf si pasyan an bay otorizasyon pou fè sa. Konfòmeman ak politik yo, Otorite Imigrasyon ak Ladwàn Etazini (U.S. Immigration and Customs Enforcement) te deklare yo pa pral reyalize operasyon nan etablisman swen sante yo ni toupre yo. Moun PA dwe evite al pran swen medikal akòz yo gen krentif pou aplikasyon lwa imigrasyon.

NYC Health + Hospitals ap ede ou, menm si ou pa gen asirans epi ou pa kapab peye pou swen sante yo.

Sa konsène tout kalite sèvis swen sante, ki gen ladan swen dijans, vizit doktè, medikaman, swen pou anpil tan, ak sejou nan lopital. Pou jwenn enfòmasyon sou anpil sèvis sante ak plan asirans ki disponib, ki bon mache oswa gratis, ale nan nyc.gov/immigrants/coronavirus.

Si ou malad, tanpri rete lakay ou. Si ou gen yon tous, souf kout, lafyè, ak malgòj epi ou pa santi w ap amelyore oswa

sentòm ou yo vin pi mal apre twa a kat jou, konsilte founisè swen sante ou. Rele, tèks, oswa itilize pòtay pasyan ou anvan w al kote founisè swen ou. Pou nenpòt kalite ijans medikal, tanpri rele 911. Si ou pa gen doktè oswa asirans, rele NYC Health + Hospitals nan 1-844-NYC-4NYC (1-844-692-4692) pou w jwenn èd pou twouve yon doktè. Pou jwenn konsèy lasante ki pi resan yo, ale nan nyc.gov/health/coronavirus ak tèks 'COVID' nan 692-692 pou resevwa nan men Notify NYC dènye enfòmasyon yo, menm kote yo tonbe.

Gen tès gratis ak pratik disponib san randevou nan sant tès kominotè ke NYC Health + Hospitals opere nan tout senk minisipalite yo. Okenn randevou pa nesesè. Tcheke regilyèman nan nyc.gov/covidtestingsites pou jwenn enfòmasyon tounèf sou adrès yo amezi plis sant ap kontinye louvri.

Anplis, si ou gen sentòm yo, si tès ou pozitif pou COVID-19, oswa si ou te an kontak avèk yon moun ki petèt gen COVID-19, tanpri ale nan Pòtay Angajman NYC COVID-19 (Engagement Portal) nan cv19engagementportal.cityofnewyork.us pou enfòm Vil la sou eta ou. Enfòmasyon ou yo konfidansyèl, y ap pèmèt Vil la kominike ou enfòmasyon sou COVID-19, epi sa pral ede gide repons Vil la pou zòn ki afekte ak COVID-19 yo.

Yon rapèl: Meyè fason pou sispann pwopagasyon kowonaviris lan se rete lakay ou.

Menm si ou pa malad, rete lakay ou pandan tout kantite tan ou kapab epi evite tout entèraksyon ak evènman san nesesite. Ou gendwa yon moun ki gen kowonaviris (pòtè) ki pa gen sentòm. Si ou oblije sòti deyò pou bezwen esansyèl, pou travay, oswa pou pran lè fre, asire ou kenbe omwen sis pye distans lwen lòt moun epi ou mete yon pwoteksyon figi. **Tout Nouyòkè yo dwe mete yon pwoteksyon figi lè yo deyò kay yo.** Yon pwoteksyon figi se nenpòt twal oswa papye byen fikse ki kouvri nen ak bouch ou. Ou ka itilize yon bandana, mask kont pousyè, foula, oswa mayo.

Genyen resous pou sante mantal tou ki disponib pou ede tout Nouyòkè. Pou jwenn aksè nan resous gratis ak konfidansyèl sa yo, ou kapab ale nan nyc.gov/nycwell epi ou itilize fonksyon tchat sou entènèt lan, ou kapab tèks "WELL" nan 65173, oswa rele liy asistans 24 sou 24, 7 jou sou 7 lan nan 1-888-NYC-WELL (1-888-692-9355).

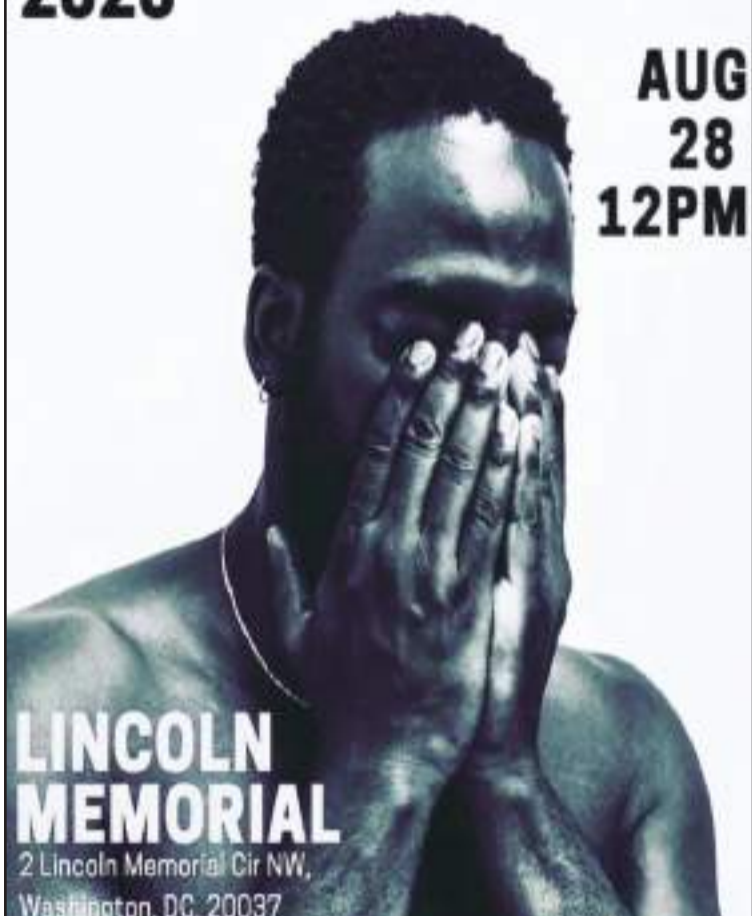
Ou gen kesyon sou fason pou jwenn sèvis Vil la?

Rele liy asistans MOIA an nan **212-788-7654**, lendi jiska vandredi, ant 9 a.m. ak 5 p.m. oswa voye yon imèl bay AskMOIA@cityhall.nyc.gov. Si nou pa reponn, kite yon mesaj avèk non ou ak nimewo ou, epi n ap tounen rele ou! Vil New York, vil pa ou an, la pou ou.



MARCH ON WASHINGTON 2020

AUG 28 12PM



LINCOLN MEMORIAL
2 Lincoln Memorial Cir NW,
Washington, DC. 20037

FOR MORE INFORMATION, FOLLOW US ON TWITTER AND INSTAGRAM @MARCHONWASH2020

OU ABITE NAN NYC?

WI, ranpli resansman an.

Plis rezidan Nanyòk ki ranpli resansman an, se plis lajan nou pral resevwa pou!

- Lekòl
- Sant pou Granmoun Aje
- Wout ak Pon
- Lojman
- Travay
- Lopital

PA GEN OKENN KESYON SOU IMIGRASYON OSWA SITWAYÈNTE

RESANSMAN AN FASIL E SAN DANJE

Ranplil kounye a nan My2020census.gov oswa rele nan 1-844-477-2020.

TO KESYON SÈLMAN:

- Ranpli sou entènèt la
- Nan telefòn
- Pa lapòs

PA GEN OKENN KESYON SOU:

- Imigrasyon
- Sitwayènte
- Travay ou
- Ninewo Sekirite Sosyal

SELON LALWA, YO PA KAPAB PATAJE REPONS OU YO:

- Pa ouèk ICE
- Pa ouèk lòt lòt
- Pa ouèk mèl kay kote w rete a
- Pa ouèk pyès moun

#GetCountedNYC



GET A FREE COVID-19 TEST

Stop the spread. Get tested. Hit accept.

If you test positive for COVID-19, the Test & Trace Corps will call you to offer additional **FREE** resources and other support.



NYC.gov/COVIDtest



NOUVELLES BRÈVES

Déjà 3 semaines depuis le meurtre de George Floyd, la mobilisation clamant « justice pour tous » continue; De nouveaux actes de répression aussi

Dans la nuit du 12 juin, la ville d'Atlanta, en Georgie, a connu un cataclysme débouchant sur la démission de la cheffe de police qui, deux semaines plutôt, était acclamée de toutes parts pour sa façon de réagir suite au meurtre de George Floyd, ayant succombé, à Minneapolis, Minnesota, le 25 mai dernier, sous le poids d'un policier l'ayant étouffé avec son genou pendant qu'il hurlait « **I can't breathe** » (**Je ne peux pas respirer**).

Alors que la mobilisation en faveur de « **Black Lives Matter** » (**La vie des Noirs est importante**) fait des vagues à travers le monde, un autre Noir tombe sous les balles de deux policiers blancs dans cette ville d'un état sudiste, qui peine à se défaire de son passé raciste, comme tant d'autres.

En effet, dans la soirée du vendredi 12 juin, Rayshard Brook a été surpris au volant de sa voiture en plein sommeil dans le parking d'un restaurant de la chaîne Wendy. Réveillé par les policiers, on a vu l'un d'entre eux lui administrer le test d'intoxication en lui collant un instrument au front. Puis, ce fut une bagarre quand, pour aucune raison, on a voulu le menotter. Tra-pu, il a enlevé un « *taser* » à l'un des policiers avant de prendre la fuite. L'un des officiers, Garrett Wolf, l'a abattu de trois balles dans le dos. Arrivé à l'hôpital, il était déjà mort. Voilà mort un jeune père de famille, la veille du 8e anniversaire de naissance de sa fille aînée.

À souligner que le « *taser* », un instrument utilisé par les policiers, est muni de produits chimiques capables d'immobiliser, mais considéré non mortel, pour la plupart. Ainsi, déjà à une belle distance, même si Rayshard Brook le pointait dans la direction des policiers, il n'aurait pas pu les immobiliser. Donc, le policier Wolf, âgé lui aussi de 27 ans, pourrait être inculpé aujourd'hui même d'homocide ou d'une charge majeure. Tandis que certains analystes avancent qu'il pourrait être absous, parce qu'en Georgie, le « *taser* » est reconnue comme une arme mortelle. Toutefois, des fouilles du dossier de Wolf révèlent qu'il avait déjà essuyé un blâme pour une situation similaire à celle du vendredi soir.

À l'heure de George Floyd, tout se fait avec rapidité. Ainsi, le même soir, lors d'une manifestation anti-Police devant le restaurant Wendy, la violence de certains s'est manifestée par l'incendie du restaurant qui a consumé totalement l'établissement. Aussi, la cheffe de Police, Erika Shields, une Blanche qui occupait le poste depuis décembre 2016, a-t-elle

donné sa démission quelques heures après l'incident combien regrettable. Dire que la commandante Shields était chaudement ovationnée quand, après le meurtre de George Floyd, elle avait dénoncé,



Rayshard Brooks, la victime du policier Garrett Wolf.

sans équivoque, la brutalité policière. Et on la voyait au milieu des foules qui manifestaient, demandant un changement radical en faveur des Noirs brandissant des pancartes « **Black Lives Matter** ».

Ainsi, la mairesse d'Atlanta, Keisha Lance Bottoms, perd-elle



La mairesse d'Atlanta Keisha Lance Bottoms.

une alliée à ce moment crucial. Dire que cette Noire et sa cheffe de Police étaient, jusqu'à vendredi soir, les deux femmes au pinacle du pouvoir dans cette ville de 550 000 habitants, selon le recensement national de 2010. Et l'on soulignera que la ville d'Atlanta, la 38e en termes de population aux États-Unis, compte une majorité noire, soit 54 %, tandis que les Blancs représentent 35,4 %, et les autres ethnies, y compris les Hispaniques, se disputent le reste.

On ne saurait clore ce récit sans mentionner que Keisha Lance Bottoms a gagné des gallons pour sa gestion de la ville d'Atlanta durant la pandémie COVID-19 et à la faveur du déferlement des masses dans les rues, suite au meurtre public de George Floyd.

Elle a su faire la balance entre la dénonciation des mauvais éléments de la Police, tout en soulignant l'aide de la Police dans la protection de la cité.

Une mère, ayant, avec son mari, adopté quatre enfants (trois garçons et une fille, un ancien juge, et la deuxième Noire à occuper le poste de mairesse, Mme Lance Bottoms a fait histoire avec cette phrase : « *Ce n'est pas en incendiant la ville que nous concrétiserons nos rêves en Amérique, mais aux urnes !* » Tout d'un coup, elle se signale parmi les femmes, y compris quatre Noires, parmi lesquelles Joseph « Joe » Biden, candidat démocrate aux prochaines présidentielles, compte choisir sa vice-présidente. Car ce sera une femme, a-t-il dit formellement.

***Avant-hier, le lundi 15 juin, marquera le début d'une guerre civile aux États-Unis, car des militants racistes armés commencent à se déployer.** Lors d'une manifestation de citoyens de différentes ethnies, sur fond du slogan « **Black Lives Matter** », un incident a mal tourné, et un Blanc armé d'un fusil, a tué un homme de noir vêtu dont on n'a pas dit s'il est Noir ou Indien. La victime faisait partie des manifestants qui voulaient renverser une statue de *Juan de Oñata*, un « *conquistador* » (colon) espagnol, qui est arrivé au Nouveau Mexique en 1598. Il est connu pour ses massacres des Indiens. L'agresseur, Steven Roy Baca, est un ancien candidat au Conseil municipal de la ville, et la victime se nomme Williams Scott.

On notera que la manifestation, à la capitale de l'état de New Mexico, faisait suite à une autre durant les premières heures du lundi, à Alcalde, où une statue d'*Oñata* fut enlevée rapidement afin de la soustraire à la vindicte publique. Alors, des racistes, vestiges des massacreurs des Indiens, se disant membres de la « *New Mexico Civil Guard* », armés par-dessus le marché, sont venus protéger leur homme, en bronze, perché sur son cheval. Et les autorités de dire que *Juan de Oñata* sera mis quelque part pour l'apaisement de la situation. Entre-temps, on a appris, hier soir, mardi 16 juin, que Scott Williams, quoique grièvement blessé, est hors de danger quant à sa vie. La gouverneure de l'état du Nouveau Mexique, la démocrate Michelle Lujan Grisham, a condamné l'agression contre des manifestants paisibles et promet une enquête minutieuse de ce groupe qui se dit une malice. Ce n'est pas Timothy Keller, le maire d'Albuquerque, démocrate

aussi, qui irait à l'encontre de la gouverneure. Il a dit que « *Ce genre de violence n'a pas sa place dans notre ville* ».

À signaler que depuis la semaine dernière, le « *déchouquage* » des monuments dédiés aux anciens colons, tels Christophe Colomb et Juan Ponce de Leon, ainsi qu'aux généraux sudistes qui combattaient les troupes nordistes lors de la guerre civile américaine (12 avril 1861-9 avril 1865), va bon train. Le ministre américain de



La cheffe démissionnaire de la Police d'Atlanta.

la Défense, Mark Esper, ainsi que le chef des Forces armées américaines, Ryan McCarthy sont d'avis que 10 bases de l'Armée américaine, surtout dans le Sud, doivent changer de nom pour répondre aux desiderata des manifestants contre le racisme. Mais le président Trump avance qu'on ne saurait aller dans ce sens, car « *ces monuments sont l'expression de la puissance américaine et font partie de l'héritage de ce grand pays* ».

Il aura à se positionner non seulement contre son ministre, et par rapport au haut état-major de l'Armée, mais aussi contre Mme Nancy Pelosi, présidente de la Chambre basse (démocrate), qui entend déplacer des statues de ces « *héros* » du racisme qui avaient conduit la nation à une guerre civile. Et tout ceci découle du meurtre de George Floyd, le 25 mai dernier, par le policier Derek Chauvin, sous les regards de ses trois camarades policiers en plein jour. (**Voir la colonne GRENN PWONMENNEN, en créole, à la page 6, pour de plus amples détails sur les acquis de la « Révolution George Floyd » durant trois semaines seulement.**)

***L'un des trois policiers emprisonnés dans l'affaire George Floyd est libéré sous caution.** Il s'agit de Thomas Lane, 37 ans, qui a pu trouver la caution de USD 750 mille dollars (750 000 \$) exigée par le juge pour chacun des trois policiers qui paraissent dans la vidéo observant, et même aidant Derek Chauvin étouffant George Floyd avec tout son poids, son genou sur la gorge de la victime.

À noter que Thomas Lane, visiblement caucasien de race, contraste avec ses deux autres collègues, Tou Thao et J. Alexander Kueng, qui portent des noms à résonnance asiatique, en sus d'avoir des traits non caucasiens.

Que doit-on déduire de tout cela ? Que les minorités au sein de la Police ne sont pas traités comme leurs collègues blancs ? Ou que de gros bonnets racistes sont venus au secours de l'un des leurs en difficulté ?

***Tel qu'annoncé dans notre dernière édition, Fabianna Pierre-Louis est nommée juge à la Cour suprême de New Jersey, le plus haut tribunal de cet état, telle la Cour de Cassation en Haïti.** Elle attend encore l'approbation du Sénat. Née de parents haïtiens, cette avocate chevronnée fait honneur au nom haïtien, surtout Américaine de naissance, elle est fière de ses origines. Mère, on l'a vu avec ses deux petits garçons, Robbie et Marc, bien masqués, pour se protéger contre le virus qui cause des ravages partout dans le monde.

C'est le moment de réitérer le slogan créole-français que nous avons concocté et qui a tout son pesant d'or, par ces temps de COVID-19 : « **Pito nou se madigra malmaske pase 'Paix à son âme' lè nou pa kab menm tande ankò** ».

***Mardi, 23 juin, c'est la semaine prochaine. Et les élections primaires auront lieu dans l'état de New York.** Que les Haïtiano-Américains utilisent leur droit de vote afin d'apporter les changements qu'il faut en ces temps où, suite au meurtre public de George Floyd, l'accent est mis sur les droits des Noirs, nos droits. Car, les policiers racistes ne demandent pas de quelle origine nous sommes quand ils nous arrêtent pour un rien. Parents, vous qui avez des enfants qui grandissent dans ce pays, pensez à leur avenir et faites vos choix en conséquence. Il est encore temps de contacter le représentant de votre district pour vous familiariser avec le processus de vote en période de Coronavirus. ***Le 28 août, ce sera dans plus de deux mois, mais il faut commencer à se préparer pour la « Marche sur Washington », à l'initiative de l'activiste des droits des Noirs, Al Sharpton.** En effet, le 28 août, à midi tapant, le rendez-vous sera au **No. 2 LINCOLN MEMORIAL CIRCLE, N.W., Washington, D.C. 20037.** Ce sera comme un pèlerinage devant ce grand édifice en mémoire de ce président américain, républicain de surcroît, qui avait préféré la guerre civile au lieu de maintenir le système esclavagiste dans le Sud d'alors. Dire que certains voudraient revenir aux bons vieux jours de l'esclavage avec l'apport de gens en hauts lieux. Bien que mort, Abraham Lincoln nous accompagnera en esprit. Pour de plus amples informations, veuillez consulter sur les sites *Twitter* et *Instagram* @MARCHONWASHINGTON2020. Il y a aussi l'annonce publicitaire dans cette édition du journal. À la semaine prochaine !

Pierre Quiroule II, 17 juin 2020